

Document analytique

Aperçus sur l'économie canadienne

Tendances du produit intérieur brut et du travail autonome dans les entreprises non constituées en société de l'économie canadienne, 1987 à 2005

par Luke Rispoli

Division de l'analyse économique
18-F, immeuble R.-H.-Coats, Ottawa, K1A 0T6

Téléphone : 1-800-263-1136



Tendances du produit intérieur brut et du travail autonome dans les entreprises non constituées en société de l'économie canadienne, 1987 à 2005

par
Luke Rispoli

11-624-M N° 024
ISSN 1708-0177
ISBN 978-1-100-92590-5

Division de l'analyse économique
18-I, Immeuble R.-H.-Coats, 100, promenade Tunney's Pasture
Statistique Canada, Ottawa K1A 0T6

Septembre 2009

613-951-6407

Courriel : luke.rispoli@statcan.gc.ca

L'auteur est reconnaissant à John Baldwin pour ses précisions et ses commentaires concernant le document. Il remercie également Yusuf Siddiqi pour ses conseils, Catherine Ten Den pour avoir aidé à produire les données et Art Ridgeway, Michel Girard et Pierre Généreux pour leurs commentaires.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

This publication is available in English (Catalogue no. 11-624-M, no. 024).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens.

Série de documents de recherche Aperçus sur l'économie canadienne

La série de documents de recherche Aperçus sur l'économie canadienne permet de faire connaître les travaux de recherche effectués par le personnel du Secteur des études analytiques et des comptes nationaux, les boursiers invités et les universitaires associés. La série de documents de recherche a pour but de favoriser la discussion sur un éventail de sujets tels que les répercussions de la nouvelle économie, les questions de productivité, la rentabilité des entreprises, l'utilisation de la technologie, l'incidence du financement sur la croissance des entreprises, les fonctions de dépréciation, l'utilisation de comptes satellites, les taux d'épargne, le crédit-bail, la dynamique des entreprises, les estimations hédoniques, les tendances en matière de diversification et en matière d'investissements, les différences liées au rendement des petites et des grandes entreprises ou des entreprises nationales et multinationales ainsi que les estimations relatives à la parité du pouvoir d'achat. Les lecteurs de la série sont encouragés à communiquer avec les auteurs pour leur faire part de leurs commentaires, critiques et suggestions.

Les documents sont diffusés principalement au moyen d'Internet. Ils peuvent être téléchargés gratuitement sur Internet à www.statcan.gc.ca.

Tous les documents de recherche de cette série font l'objet d'un processus de révision institutionnelle et d'évaluation par les pairs afin de s'assurer de leur conformité au mandat confié par le gouvernement à Statistique Canada en tant qu'agence statistique et de leur pleine adhésion à des normes de bonne pratique professionnelle, partagées par la majorité.

Les documents de cette série comprennent souvent des résultats provenant d'analyses statistiques multivariées ou d'autres techniques statistiques. Il faut noter que les conclusions de ces analyses sont sujettes à des incertitudes dans les estimations énoncées.

Le niveau d'incertitude dépendra de plusieurs facteurs : de la nature de la forme fonctionnelle de l'analyse multivariée utilisée; de la technique économétrique employée; de la pertinence des hypothèses statistiques sous-jacentes au modèle ou à la technique; de la représentativité des variables prises en compte dans l'analyse; et de la précision des données employées. Le processus de la revue des pairs vise à garantir que les documents dans les séries correspondent aux normes établies afin de minimiser les problèmes dans chacun de ces domaines.

Comité de révision des publications
Direction des études analytiques, Statistique Canada
18^e étage, Immeuble R.-H.-Coats
Ottawa, Ontario K1A 0T6

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- ^P provisoire
- ^r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- ^E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

| | |
|---|----|
| Résumé | 5 |
| Sommaire | 7 |
| 1 Introduction..... | 8 |
| 2 Aperçu de la méthodologie..... | 10 |
| 3 Produit intérieur brut des entreprises non constituées en société | 11 |
| 3.1 Aperçu..... | 11 |
| 3.2 Perspective de l'industrie..... | 14 |
| 3.3 Facteurs structurels | 17 |
| 4 Tendances du travail autonome | 18 |
| 4.1 Catégorie de travailleur et structure d'entreprise..... | 18 |
| 4.2 Croissance de l'emploi..... | 20 |
| 4.3 Composition de l'industrie selon la structure d'entreprise | 21 |
| 4.4 Entreprises de travailleurs autonomes nouvellement constituées en société..... | 23 |
| 4.5 Facteurs ayant des répercussions sur le travail autonome | 24 |
| 4.5.1 Tendances à long terme | 24 |
| 4.5.2 Éléments cycliques du travail autonome..... | 25 |
| 4.6 Données empiriques additionnelles | 28 |
| 5 Conclusion | 30 |
| Annexe A Méthodologie pour la période de 1997 à 2005 | 33 |
| Annexe B Méthodologie pour la période de 1987 à 1997 | 36 |
| Annexe C Produit intérieur brut des entreprises non constituées en société | 38 |
| Annexe D Produit intérieur brut des sociétés | 39 |
| Annexe E Méthodologie et analyse du travail autonome et des heures travaillées dans le secteur des entreprises non constituées en société..... | 40 |
| Annexe F Taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société selon l'industrie | 43 |
| Bibliographie..... | 47 |

Résumé

Le présent document examine l'évolution du secteur des entreprises non constituées en société à partir du nombre de travailleurs autonomes et du produit intérieur brut (PIB) du secteur au cours de la période de 1987 à 2005. En 2005, on comptait plus de 1,5 million de travailleurs autonomes dans des entreprises non constituées en société, contribuant pour 93,2 milliards de dollars au PIB.

De 1987 à 1997, la croissance du PIB des entreprises non constituées en société s'est établie à 4,7 % en moyenne par année, suivant une tendance similaire à celle du PIB des entreprises constituées en société, qui s'établissait à 4,5 % par année. De 1997 à 2005, le PIB des entreprises non constituées en société a augmenté à un rythme plus lent, soit 3,8 % par année en moyenne, que le PIB des entreprises constituées en société, dont la croissance moyenne a été de 6,4 % par année. Le travail autonome dans les entreprises non constituées en société a été à l'origine de la plupart des emplois créés dans le secteur des entreprises au cours de la majeure partie des années 1990, soit 409 400 emplois de 1990 à 1998. Toutefois, le nombre d'emplois créés dans le secteur des entreprises non constituées en société a atteint un sommet en 1998, puis a connu une baisse de 128 400 de 1998 à 2005.

Les parts du PIB attribuables aux entreprises non constituées en société ont affiché un changement structurel important en faveur des industries de services. Les parts de ces dernières ont augmenté, passant de 67,8 % du PIB en 1987 à 76,5 % en 2005. De même, la part du travail autonome total dans les industries de services non constituées en société est passée de 63,4 % en 1987 à 74,6 % en 2005.

Les études sur le travail autonome ont analysé diverses caractéristiques des travailleurs autonomes, y compris l'âge, le sexe, le statut d'immigrant et la scolarité, mais ne comportaient généralement pas de mesures du PIB lié au travail autonome dans les entreprises non constituées en société. La présente étude vise à combler le manque de données économiques et comporte une estimation du PIB par industrie découlant du travail autonome dans les entreprises non constituées en société. Le présent document comporte une mise à jour des estimations de 1997 à 2002 du PIB des entreprises non constituées en société calculées par Rispoli (2009).

Il examine en outre comment le travail autonome dans le secteur des entreprises non constituées en société a réagi à la fois aux tendances économiques globales et aux cycles économiques. On a établi une corrélation positive entre le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et le taux de chômage à long terme.

Le document examine également le travail autonome dans les entreprises constituées en société dans les mêmes conditions macroéconomiques, afin de déterminer si le profil de celui-ci est similaire à celui du travail autonome dans les entreprises non constituées en société (près d'un million de travailleurs autonomes avaient une entreprise constituée en société en 2005). Les études précédentes sur le travail autonome ont habituellement traité les travailleurs autonomes comme un groupe homogène. Le présent document examine les différences entre les deux groupes et montre qu'ils réagissent différemment aux conditions macroéconomiques.

Le travail autonome dans les entreprises constituées en société a augmenté de façon substantielle de 1987 à 1999 (soit de 3,8 % en moyenne par année) et a continué d'augmenter de 2000 à 2005

(soit en moyenne de 4,1 % par année). Les données laissent supposer qu'il n'y a pas eu de transition du travail autonome dans entreprises non constituées en société aux sociétés, mais que des forces différentes s'exerçaient dans les deux secteurs. À long terme, il y a une corrélation positive entre le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et le taux de chômage. En revanche, il n'y a pas de rapport entre le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société et les variations du taux de chômage, mais ce taux est positivement relié à la croissance globale du PIB.

Sommaire

Le présent document examine comment le secteur des entreprises non constituées en société a évolué du point de vue du travail autonome ou du produit intérieur brut (PIB) de 1987 à 2005. Il comble l'absence de données économiques sur ce secteur, grâce à une estimation du PIB par industrie découlant du travail autonome dans les entreprises non constituées en société. La méthode de calcul du PIB des entreprises non constituées en société est fondée sur Rispoli (2009).

Le document examine un certain nombre de questions liées à la façon dont le secteur a évolué au cours de cette période. Ces questions sont énumérées ci-après.

Comment le travail autonome dans les entreprises non constituées en société et le PIB ont-ils évolué de 1987 à 2005?

- Le travail autonome dans les entreprises non constituées en société a augmenté initialement pendant les années 1990 (en période de chômage élevé) puis a commencé à diminuer au cours de la dernière moitié de la décennie (lorsque le chômage était plus faible). Il a augmenté de 2,7 % par année de 1987 à 1999 puis a diminué de 0,5 % de 2000 à 2005. Le PIB des entreprises non constituées en société a suivi celui des sociétés tout au long de la majorité des années 1990 (augmentant de 4,7 % par année de 1987 à 1997), mais a connu une croissance plus lente de 1997 à 2005, s'établissant en moyenne à 3,8 % par année, comparativement à une hausse de 6,4 % par année du PIB des sociétés.
- Au cours de la période, on a assisté à un changement de composition, soit le passage des industries produisant des biens aux industries de services, dans le cas du travail autonome dans les entreprises non constituées en société et du PIB. La part du PIB des entreprises non constituées en société dans les industries de service a augmenté pour passer de 67,8 % en 1987 à 76,5 % en 2005. Dans les industries de services, on a assisté à une transition importante en faveur des finances et des services professionnels. Dans les industries produisant des biens, on a assisté à une transition importante de l'agriculture à la construction. De même, la part de l'ensemble du travail autonome représentée par les industries de services est passée de 63,4 % en 1987 à 74,6 % en 2005.

Quel était le rapport entre la situation économique et les taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et les entreprises constituées en société?

- Généralement, les deux composantes du travail autonome ont réagi différemment à la situation macroéconomique.
- Le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société était positivement associé avec la variation du taux de chômage à long terme.
- Le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société n'était pas influencé par les variations du taux de chômage, mais il était positivement associé avec la tendance sous-jacente à long terme dans l'économie mesurée par le PIB réel.

1 Introduction

L'importance de l'activité économique des entrepreneurs travailleurs autonomes a changé considérablement ces dernières années¹. En 2005, on comptait plus de 1,5 million de travailleurs autonomes dans des entreprises non constituées en société, qui étaient à l'origine de 93,2 milliards de dollars de produit intérieur brut (PIB). Le PIB de ce secteur a connu une forte croissance au cours de la majorité des années 1990 (augmentant de 4,7 % par année de 1987 à 1997)². De 1999 à 2005, le travail autonome a connu un recul et le PIB du secteur des entreprises non constituées en société a augmenté à un rythme légèrement plus lent qu'au cours de la décennie précédente (soit de 3,8 % en moyenne par année de 1997 à 2005). Le travail autonome dans les entreprises non constituées en société a été à l'origine de la majorité des emplois créés dans le secteur des entreprises au cours des années 1990, soit 409 400 emplois de 1990 à 1998.

Le document fournit des estimations du PIB du Canada produit par les travailleurs autonomes propriétaires du secteur des entreprises non constituées en société selon l'industrie. Ces entreprises sont généralement de petite taille et jouent un rôle de premier plan dans le secteur des petites entreprises. Le PIB produit par industrie fournit un outil utile pour suivre leur rendement économique, étant donné qu'il mesure la valeur ajoutée produite par une industrie. Ces estimations du PIB du secteur des entreprises non constituées en société nous éclairent sur la contribution que les petites entreprises apportent à l'activité économique et contribuent à expliquer les tendances globales de la productivité³. L'étude divise le PIB du secteur des entreprises entre les entreprises non constituées en société et les entreprises qui restent, c'est-à-dire les sociétés⁴.

Les estimations du PIB représentent une mesure plus complète de l'activité économique que ne le font les statistiques sur le travail autonome. La plupart des études du travail autonome se limitent à l'analyse des diverses caractéristiques des travailleurs autonomes, comme l'âge, le sexe, le statut d'immigrant et la scolarité, et ne comportent pas de mesures du PIB lié au travail autonome dans les entreprises non constituées en société⁵.

Les entreprises non constituées en société recourent de nombreuses industries. Il s'agit notamment des locateurs, des courtiers d'assurance et courtiers en valeurs dans le secteur des

-
1. Les propriétaires travailleurs autonomes recrutent des employés rémunérés et des employés non rémunérés (y compris des membres de la famille), ou travaillent sans aide rémunérée. Il s'agit habituellement d'entreprises de petite taille dans lesquelles les entrepreneurs travaillent principalement à leur compte, ou avec quelques employés.
 2. Les Comptes nationaux répartissent les transactions de l'économie en quatre secteurs — ménages et entreprises non constituées en société, sociétés, administrations publiques et externe. La présente étude estime le PIB des entreprises de travailleurs autonomes dans le premier secteur, c'est-à-dire les entreprises non constituées en société. Le PIB des travailleurs autonomes dans les entreprises constituées en société est inclus avec le reste du secteur des entreprises, c'est-à-dire les sociétés. Selon l'Enquête sur la population active, le travail autonome dans les entreprises non constituées en société représente un peu plus de 60 % de toutes les entreprises de travailleurs autonomes en 2005. L'étude estime le PIB aux prix de base.
 3. Baldwin et Chowhan (2003) ont étudié les répercussions du travail autonome sur la croissance de la productivité au Canada pour la période de 1987 à 1998.
 4. Le secteur des entreprises constituées en société comprend principalement les grandes entreprises, dont les multinationales. Il englobe les sociétés publiques, les sociétés nationales sous contrôle privé, les sociétés sous contrôle étranger ainsi que les entreprises publiques.
 5. Voir Lin, Yates et Picot (1999) et Hipple (2004). Rispoli (2009) a estimé le PIB des entreprises non constituées en société de l'économie canadienne pour la période de 1997 à 2002.

finances; des médecins et des dentistes dans le secteur de la santé; des avocats, des comptables et des experts-conseils dans le secteur des services professionnels; des entrepreneurs généraux et spécialisés dans le secteur de la construction; des transporteurs pour compte propre dans le secteur du camionnage; et des agriculteurs, propriétaires de commerces de détail, barbiers, coiffeurs et préposés à l'entretien ménager, etc.

La présente étude montre que la tendance du PIB des entreprises non constituées en société a changé de 1987 à 2005. Le PIB de ces entreprises, qui se situait en moyenne à 4,7 % par année, suivait de près celui du secteur des entreprises constituées en société (4,5 % par année) de 1987 à 1997, mais a augmenté à un rythme plus lent de 1997 à 2005 (3,8 % par année) que le PIB des entreprises constituées en société (6,4 % par année).

Au cours de la période à l'étude, on a assisté à un changement de composition du secteur des entreprises non constituées en société, soit le passage des industries produisant des biens aux industries de services. La part du PIB des entreprises non constituées en société dans les industries de services a augmenté, passant de 67,8 % en 1987 à 76,5 % en 2005. Dans ces industries, on a assisté à une transition marquée vers les finances et les services professionnels. Dans les industries produisant des biens, on a assisté à une baisse notable de l'agriculture et à une augmentation substantielle de la construction.

Le document examine en outre comment le travail autonome dans le secteur des entreprises non constituées en société a réagi à la fois aux tendances économiques globales et aux cycles économiques. On a noté une corrélation positive entre le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et le taux de chômage à long terme.

Étant donné que la compréhension des tendances du travail autonome dans le secteur des entreprises non constituées en société nécessite une compréhension des tendances du travail autonome dans le secteur des sociétés, le document examine aussi la partie du travail autonome comprise dans les entreprises constituées en société. Près d'un million de travailleurs autonomes avaient une entreprise constituée en société en 2005. La décision des travailleurs autonomes de se constituer en société dépend d'un certain nombre de facteurs. Il s'agit notamment de considérations fiscales et de responsabilités, ainsi que des frais généraux liés à la tenue de livres (les sociétés doivent soumettre des rapports financiers annuels)⁶. Par ailleurs, au moment de la présente étude, certains professionnels (comme les avocats, les médecins et les dentistes) dans certaines provinces ne pouvaient pas se constituer en société.

Le document examine le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société dans les mêmes conditions macroéconomiques, afin de déterminer si ce taux affiche un profil similaire au taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société. Les études précédentes sur le travail autonome ont généralement traité les travailleurs autonomes comme un groupe homogène. Le document examine les différences entre les deux groupes et montre qu'ils réagissent différemment à la situation macroéconomique.

Le nombre de travailleurs autonomes dans les entreprises constituées en société a augmenté de façon substantielle au cours des années 1990 et a continué d'augmenter dans les années 2000, contrairement au nombre de travailleurs autonomes dans les entreprises non constituées en

6. Voir le document de consultation du ministère des Finances Canada (2005) pour un examen du taux d'imposition en vigueur pour les entreprises non constituées en société.

société, qui a diminué. Selon les données recueillies, il n'y a pas eu de transition des entreprises non constituées en société aux sociétés. Des forces différentes étaient en jeu dans les deux secteurs. L'étude a permis de déterminer qu'il y a une corrélation positive entre le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société et le PIB global, mais non entre ce même taux et les variations du taux de chômage.

La première partie du document décrit la méthodologie utilisée pour élaborer les estimations du PIB pour le secteur des entreprises non constituées en société. Suit un aperçu des estimations du PIB du secteur des entreprises non constituées en société et de sa composition industrielle. Viennent ensuite les tendances du travail autonome dans les entreprises non constituées en société et les entreprises constituées en société, ainsi qu'un examen des caractéristiques cycliques de chaque secteur.

2 Aperçu de la méthodologie

L'estimation du produit intérieur brut (PIB) des entreprises non constituées en société est fondée sur la méthodologie utilisée dans l'étude de Rispoli (2009). Le PIB nominal agrégé du secteur des entreprises est divisé entre les entreprises non constituées en société et les sociétés⁷.

Les estimations du PIB du secteur des entreprises non constituées en société comprennent les revenus du travail des travailleurs employés, le revenu mixte des propriétaires d'entreprises non constituées en société (qui rendent compte des bénéficiaires et de la rémunération), les impôts indirects nets et l'excédent d'exploitation, qui comprend les paiements d'intérêt, la dépréciation et la rente des ressources.

Pour la période de 1997 à 2005, les estimations sont calculées à partir de données de base servant à produire le PIB des Comptes nationaux (voir l'annexe A, Méthodologie – Pour la période de 1997 à 2005). Les estimations pour les sociétés et les entreprises non constituées en société sont calculées au même moment.

Pour la période de 1987 à 1997, on ne dispose pas de données pour estimer les composantes du PIB du secteur des entreprises non constituées en société et le travail autonome dans les sociétés⁸. Les estimations du PIB pour le secteur des entreprises non constituées en société ont plutôt été établies grâce à une extrapolation rétrospective du niveau du PIB de 1997 (tableau 2), à partir de la composante du revenu mixte du PIB pour les entreprises non constituées en société, le revenu mixte représentant plus des deux tiers du PIB (annexe B, Méthodologie – Pour la période de 1987 à 1997). Les finances et l'agriculture ont été traitées différemment.

Dans le cas de l'industrie des finances (qui comprend principalement les bailleurs de biens immobiliers) et de celle de l'agriculture, les autres composantes du PIB (principalement les

7. L'étude estime le PIB aux prix de base. Elle examine le secteur des entreprises et exclut toutes les activités produites par les administrations publiques, le secteur non commercial et les logements occupés par leurs propriétaires, qui ont représenté environ 23 % du PIB en 2005.

8. Par exemple, les Statistiques fiscales de l'Agence du revenu du Canada pour 1994 comportent des données rétroactives à 1992 pour les diverses composantes du PIB des entreprises non constituées en société (salaires et traitements, dépréciation et paiements d'intérêts). On les a complétés plus tard, soit à partir de 1998, par le Programme des estimations fiscales de Statistique Canada.

paiements d'intérêt et la dépréciation) représentaient plus des deux tiers du PIB. La croissance du PIB pour l'ensemble de ces industries, à la fois pour les bailleurs de biens immobiliers ou pour l'agriculture, a été utilisée pour effectuer une extrapolation rétrospective des résultats à partir de 1997. On a adopté cette approche parce que le PIB englobe une mesure plus large du revenu qui comprend la dépréciation et les paiements d'intérêt.

Les estimations du secteur des sociétés pour la période de 1987 à 1996 ont été déterminées de façon résiduelle en soustrayant l'estimation du PIB pour le secteur des entreprises non constituées en société de l'estimation agrégée du PIB du secteur des entreprises. On a procédé ainsi parce que la partie des sociétés du PIB représente environ les neuf dixièmes du PIB global. L'approche directe (au moyen de données de base) n'a pas pu être utilisée pour mesurer le PIB des travailleurs autonomes dans les entreprises constituées en société, les données n'étant pas disponibles⁹.

3 Produit intérieur brut des entreprises non constituées en société

3.1 Aperçu

Au niveau de l'industrie, le produit intérieur brut (PIB) mesure la valeur ajoutée produite par une industrie, c'est-à-dire le revenu généré par cette industrie. Les entreprises non constituées en société sont présentes dans une vaste gamme d'industries, y compris les bailleurs de biens immobiliers dans le secteur des finances, les médecins et les dentistes dans le secteur de la santé, les avocats, les comptables et les experts-conseils dans le secteur des services professionnels, ainsi que les entreprises dans les secteurs de la construction et l'agriculture.

Les entreprises non constituées en société ont été à l'origine de 43,7 milliards de dollars du PIB en 1987, chiffre qui a plus que doublé pour atteindre 93,2 milliards de dollars en 2005 (tableau 1). Le PIB des entreprises non constituées en société pour les industries de services a augmenté encore davantage, passant de 29,6 milliards de dollars en 1987 à 71,3 milliards de dollars en 2005. Les parts du PIB attribuables aux entreprises non constituées en société ont connu un changement structurel en faveur des industries de services. La part du PIB de ces dernières a augmenté, passant de 67,8 % en 1987 à 76,5 % en 2005¹⁰.

9. L'Index général des renseignements financiers de l'Agence du revenu du Canada, qui remonte à 1999, est un indicateur important pour l'estimation du travail autonome des sociétés dans le PIB (p. ex., les bureaux de médecins et de dentistes).

10. Pilat et coll. (2006) abordent la désindustrialisation des économies de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), c'est-à-dire la transition à long terme de l'économie vers les services. Dans de nombreux pays membres de l'OCDE, cette transition a entraîné une baisse de la part de la fabrication dans l'emploi total et une hausse parallèle de la part des services. Au Canada, la part de l'emploi total revenant au secteur de la fabrication a diminué au cours des deux dernières décennies, en raison de la croissance rapide de l'emploi dans le secteur des services, qui a dépassé celle de l'emploi dans le secteur de la fabrication.

Tableau 1
Produit intérieur brut (PIB) des sociétés et des entreprises non constituées en société

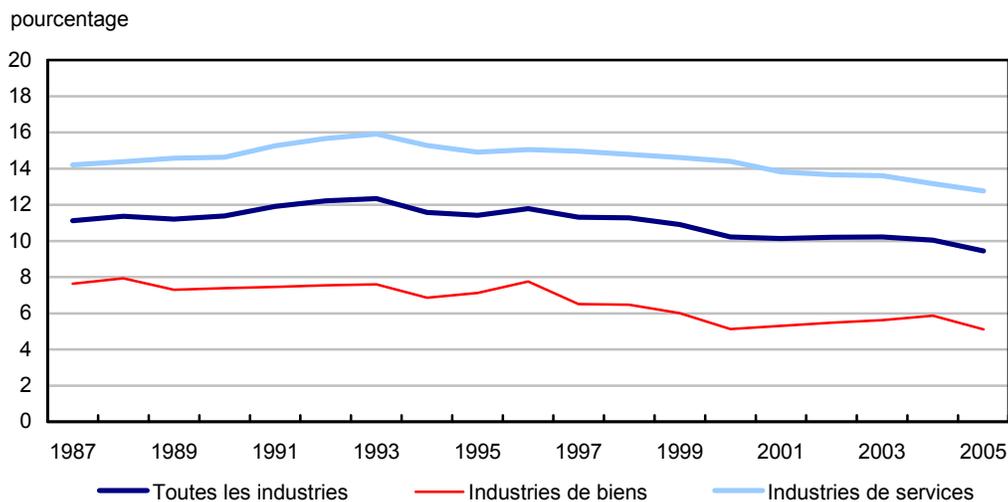
| Secteur des entreprises non constituées en société | Niveau | | | Taux de croissance annuel | | |
|--|---------------------|---------|---------|---------------------------|-----------|-----------|
| | 1987 | 1997 | 2005 | 1987/2005 | 1987/1997 | 1997/2005 |
| | millions de dollars | | | pourcentage | | |
| Toutes les industries | 43 658 | 69 219 | 93 159 | 4,3 | 4,7 | 3,8 |
| Industries productrices de biens | 14 036 | 17 196 | 21 851 | 2,5 | 2,1 | 3,0 |
| Industries productrices de services | 29 621 | 52 023 | 71 308 | 5,0 | 5,8 | 4,0 |
| | Part du PIB total | | | Proportion des totaux | | |
| | 1987 | 1997 | 2005 | 1987 | 1997 | 2005 |
| | pourcentage | | | | | |
| Toutes les industries | 11,1 | 11,3 | 9,4 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Industries productrices de biens | 7,6 | 6,5 | 5,1 | 32,2 | 24,8 | 23,5 |
| Industries productrices de services | 14,2 | 15,0 | 12,8 | 67,8 | 75,2 | 76,5 |
| | Niveau | | | Taux de croissance annuel | | |
| | 1987 | 1997 | 2005 | 1987/2005 | 1987/1997 | 1997/2005 |
| | millions de dollars | | | pourcentage | | |
| Toutes les industries | 349 042 | 542 900 | 893 124 | 5,4 | 4,5 | 6,4 |
| Industries productrices de biens | 170 070 | 247 268 | 405 361 | 4,9 | 3,8 | 6,4 |
| Industries productrices de services | 178 973 | 295 632 | 487 763 | 5,7 | 5,1 | 6,5 |
| | Part du PIB total | | | Proportion des totaux | | |
| | 1987 | 1997 | 2005 | 1987 | 1997 | 2005 |
| | pourcentage | | | | | |
| Toutes les industries | 88,9 | 88,7 | 90,6 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Industries productrices de biens | 92,4 | 93,5 | 94,9 | 48,7 | 45,5 | 45,4 |
| Industries productrices de services | 85,8 | 85,0 | 87,2 | 51,3 | 54,5 | 54,6 |

Note : Le taux de croissance annuel moyen est le taux de croissance composé calculé en comparant les points finaux de la période.
 Source : Statistique Canada, tiré des calculs de l'auteur.

Les entreprises non constituées en société ont généré globalement environ 11 % du PIB total de 1987 à 1997, puis sont passées en deçà de 10 % du PIB total en 2005 (graphique 1). La part du PIB des industries de services revenant aux entreprises non constituées en société a atteint un sommet en 1993, puis a diminué. La part des entreprises non constituées en société pour les industries produisant des biens a fluctué autour de 8 % de 1987 à 1997, puis a diminué graduellement pour s'établir à des taux inférieurs à 6 % en 2005.

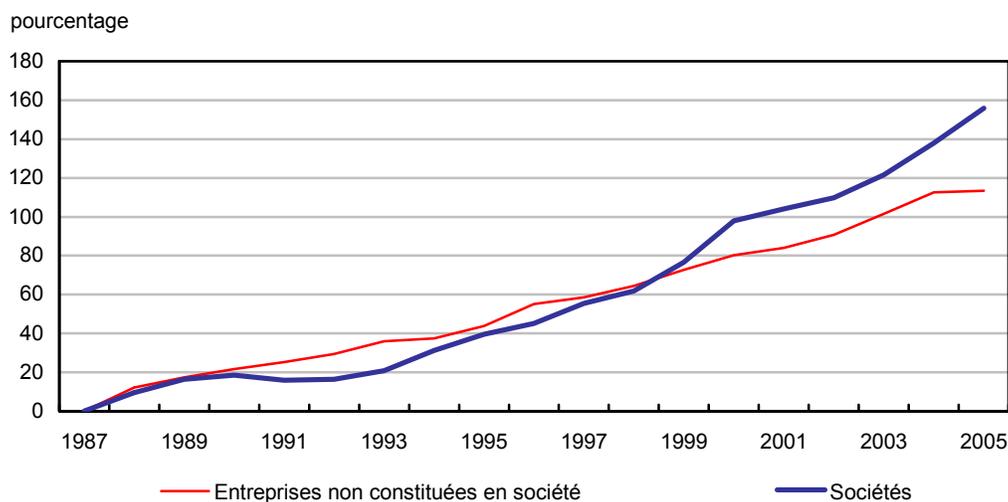
La croissance du PIB des entreprises non constituées en société a connu une tendance similaire à celle du PIB des entreprises constituées en société pendant la majeure partie des années 1990 (graphique 2). Depuis 1997, toutefois, la croissance du PIB des entreprises non constituées en société a connu un ralentissement par rapport à celle du PIB des sociétés. Le PIB des entreprises non constituées en société a augmenté à un taux annuel moyen de 4,3 % de 1987 à 2005, de 4,7 % de 1987 à 1997, et de 3,8 % de 1997 à 2005.

Graphique 1
Part des entreprises non constituées en société dans le produit intérieur brut global du secteur des entreprises, 1987 à 2005



Source : Statistique Canada, tiré des calculs de l'auteur.

Graphique 2
Croissance cumulative du produit intérieur brut canadien selon le type d'entreprise, 1987 à 2005 (1987 = 0)



Source : Statistique Canada, tiré des calculs de l'auteur.

Le PIB des sociétés a augmenté à un taux annuel moyen de 5,4 % de 1987 à 2005, de 4,5 % de 1987 à 1997 et de 6,4 % de 1997 à 2005. Dans le secteur des sociétés, la croissance du PIB a été forte dans les industries produisant des biens et les industries de services, se situant en moyenne respectivement à 4,9 % et 5,7 % de 1987 à 2005.

Au cours des 20 dernières années, le passage de l'économie canadienne au secteur de services a eu des répercussions plus grandes sur le secteur des entreprises non constituées en société que sur le secteur des sociétés. L'augmentation de la part du PIB total de 1987 à 2005 représentée par les industries de services a été moins prononcée pour les sociétés que pour les entreprises non

constituées en société. La part du PIB des entreprises constituées en société attribuable aux industries de services est passée de 51,3 % en 1987 à 54,6 % en 2005, tandis que la part du PIB des entreprises non constituées en société attribuable à ces mêmes industries a augmenté, passant de 67,8 % en 1987 à 76,5 % en 2005.

3.2 Perspective de l'industrie

Une part importante de la hausse du PIB des entreprises non constituées en société dans les industries de services a été le fait des services professionnels, des services administratifs, des finances et de la santé (tableau 2)¹¹. Les finances, la santé et les services professionnels ont été à l'origine d'un peu plus de 40 % du PIB des entreprises non constituées en société en 1987, et d'un peu plus de la moitié du PIB des entreprises non constituées en société en 2005.

Les finances sont venues au premier plan, leur contribution se chiffrant à 20,8 milliards de dollars en 2005 et représentant une proportion de 22,3 % du PIB total des entreprises non constituées en société, soit une hausse par rapport à la proportion de 17,5 % enregistrée en 1987. Cette industrie repose principalement sur les bailleurs de biens immobiliers (locateurs), qui représentent habituellement environ 80 % du PIB des entreprises non constituées en société produit dans le secteur des finances.

En 1987, la contribution de la santé a été de 8,1 milliards de dollars, soit une proportion de 18,6 % du PIB total des entreprises non constituées en société. Cette contribution est passée à 17,0 milliards de dollars en 2005 (proportion de 18,2 % du PIB total des entreprises non constituées en société). Les cabinets de médecins ont été à l'origine de moins de la moitié du PIB de l'industrie en 1987, en hausse légère récemment. Depuis 2000, des hausses marquées se sont produites dans d'autres secteurs de la santé, et plus particulièrement les cabinets de tous les autres praticiens de la santé¹² et les services de garderie.

11. Les estimations du tableau 2 se situent au niveau d'agrégation S, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Une représentation plus détaillée au niveau d'agrégation W pour certaines des industries plus importantes du secteur des entreprises non constituées en société figure à l'annexe C. L'estimation pour les sociétés figure à l'annexe D.

12. Le code 62139 du SCIAN, Cabinets de tous les autres praticiens, comprend les cabinets d'acupuncteurs, les bureaux d'hygiénistes dentaires, les cabinets de denturologistes, les bureaux de diététiciens, les cabinets de sages-femmes, les cabinets de naturopathes, les cabinets de nutritionnistes, les cabinets d'infirmiers et d'infirmières autorisés et les cabinets et cliniques de podiatres.

Tableau 2
Produit national brut des entreprises non constituées en société

| Niveau d'agrégation S basé sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord [SCIAN] | Niveau | | | Taux de croissance annuel moyen | | | Proportion des totaux | | |
|---|---------------------|--------|--------|---------------------------------|-----------|-----------|-----------------------|-------|-------|
| | 1987 | 1997 | 2005 | 1987/2005 | 1987/1997 | 1997/2005 | 1987 | 1997 | 2005 |
| | millions de dollars | | | pourcentage | | | | | |
| Toutes les industries | 43 658 | 69 219 | 93 159 | 4,3 | 4,7 | 3,8 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Industries productrices de biens | 14 036 | 17 196 | 21 851 | 2,5 | 2,1 | 3,0 | 32,2 | 24,8 | 23,5 |
| Cultures agricoles et élevage [1A] | 7 002 | 7 718 | 6 998 | 0,0 | 1,0 | -1,2 | 16,0 | 11,2 | 7,5 |
| Foresterie et exploitation forestière [1B] | 519 | 782 | 775 | 2,2 | 4,2 | -0,1 | 1,2 | 1,1 | 0,8 |
| Pêche, chasse et piégeage [1C] | 881 | 603 | 558 | -2,5 | -3,7 | -1,0 | 2,0 | 0,9 | 0,6 |
| Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [1D] | 177 | 145 | 175 | -0,1 | -2,0 | 2,4 | 0,4 | 0,2 | 0,2 |
| Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21] | 156 | 297 | 278 | 3,3 | 6,7 | -0,8 | 0,4 | 0,4 | 0,3 |
| Services publics [22] | 4 | 7 | 16 | 8,0 | 5,8 | 10,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Construction [23] | 4 860 | 6 903 | 12 239 | 5,3 | 3,6 | 7,4 | 11,1 | 10,0 | 13,1 |
| Fabrication [3A] | 437 | 741 | 812 | 3,5 | 5,4 | 1,2 | 1,0 | 1,1 | 0,9 |
| Industries productrices de services | 29 621 | 52 023 | 71 308 | 5,0 | 5,8 | 4,0 | 67,8 | 75,2 | 76,5 |
| Commerce de gros [41] | 845 | 1 336 | 1 538 | 3,4 | 4,7 | 1,8 | 1,9 | 1,9 | 1,7 |
| Commerce de détail [4A] | 3 207 | 4 604 | 5 822 | 3,4 | 3,7 | 3,0 | 7,3 | 6,7 | 6,2 |
| Transport et entreposage [4B] | 1 844 | 3 441 | 3 943 | 4,3 | 6,4 | 1,7 | 4,2 | 5,0 | 4,2 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle [51] | 10 | 147 | 303 | 20,8 | 30,7 | 9,5 | 0,0 | 0,2 | 0,3 |
| Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail [5A] | 7 641 | 15 566 | 20 794 | 5,7 | 7,4 | 3,7 | 17,5 | 22,5 | 22,3 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques [54] | 4 000 | 7 542 | 11 622 | 6,1 | 6,5 | 5,6 | 9,2 | 10,9 | 12,5 |
| Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56] | 991 | 1 964 | 3 574 | 7,4 | 7,1 | 7,8 | 2,3 | 2,8 | 3,8 |
| Services d'enseignement [61] | 200 | 841 | 1 291 | 10,9 | 15,4 | 5,5 | 0,5 | 1,2 | 1,4 |
| Soins de santé et assistance sociale [62] | 8 111 | 12 163 | 16 981 | 4,2 | 4,1 | 4,3 | 18,6 | 17,6 | 18,2 |
| Arts, spectacles et loisirs [71] | 295 | 642 | 802 | 5,7 | 8,1 | 2,8 | 0,7 | 0,9 | 0,9 |
| Hébergement et services de restauration [72] | 1 305 | 1 759 | 1 802 | 1,8 | 3,0 | 0,3 | 3,0 | 2,5 | 1,9 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) [81] | 1 172 | 2 018 | 2 836 | 5,0 | 5,6 | 4,3 | 2,7 | 2,9 | 3,0 |

Note : Le taux de croissance annuel moyen est le taux de croissance composé calculé en comparant les points finaux de la période.

Source : Statistique Canada, tiré des calculs de l'auteur.

La part du PIB total des entreprises non constituées en société revenant aux services professionnels a fait un bond, passant de 9,2 % en 1987 à 12,5 % en 2005, le PIB de ce secteur ayant presque triplé, passant de 4 milliards de dollars en 1987 à 11,6 milliards de dollars en 2005. La majeure partie des services professionnels est constituée des avocats et des comptables. La hausse importante de la part du PIB total attribuable aux entreprises non constituées en société de 1987 à 1997 dans les services professionnels a été le fait pour une large part de l'augmentation du PIB attribuable aux avocats, comptables et autres professionnels (y compris les services de conseils en gestion administrative et générale, la conception de systèmes informatiques, les services de conseils en gestion et les services vétérinaires).

Le reste de la contribution au PIB total des entreprises non constituées en société du secteur des services a été le fait d'industries qui ont toujours été importantes dans le secteur des entreprises non constituées en société, y compris le commerce de détail, le transport par camion, les autres services et les services de restauration et débits de boissons.

Par exemple, la part du PIB total des entreprises non constituées en société dans le secteur du commerce de détail a diminué légèrement depuis 1987. Cela rend compte en partie de la concurrence accrue découlant de l'arrivée des magasins à grande surface au cours de la dernière moitié des années 1990 (Kamhi et Leung, 2005)¹³. Les magasins non constitués en société ont des activités dans une gamme variée de secteurs. En 2005, plus de 50 % du revenu net a été le fait des magasins de soins de santé et de soins personnels (dont la majorité sont des pharmacies) et des autres établissements de vente directe et épicerie, y compris les dépanneurs. Le reste a été le fait d'une gamme variée de commerces de détail, y compris les marchands d'automobiles d'occasion, les magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles, les magasins d'électronique et d'appareils ménagers, les magasins d'alimentation spécialisés, les magasins d'articles de sport, d'articles de passe-temps et d'instruments de musique et les marchands de matériaux et de fournitures de construction.

Les autres contributions ont été le fait des transporteurs pour compte propre dans le secteur du camionnage et des autres services (constitués principalement des services personnels et des réparations de véhicules automobiles). Une augmentation digne de mention s'est produite dans les services administratifs, qui comprennent des industries comme les services de conciergerie, les services administratifs de bureau, les services d'aménagement paysager et les services de préparation de documents.

Dans l'industrie produisant des biens, de 1987 à 2005, une baisse digne de mention de la part du PIB des entreprises non constituées en société a été le fait des industries des récoltes et de l'élevage d'animaux, qui sont passées de 16,0 % en 1987 à 7,5 % en 2005. Parallèlement, le PIB des entreprises non constituées en société dans le secteur de la construction a plus que doublé, passant de 4,9 milliards de dollars en 1987 à 12,2 milliards de dollars en 2005. La majeure partie de ces hausses se sont produites au cours de la dernière moitié des années 1990 et après 2000. Les dernières années ont été caractérisées par un essor du secteur immobilier, des taux d'intérêt plus faibles et une augmentation des mises en chantier.

13. Selon Kamhi et Leung (2005), le travail autonome dans le secteur du commerce de détail a commencé à diminuer au milieu des années 1990, du fait de la concurrence accrue découlant de l'arrivée de nombreux magasins à grande surface au cours de la dernière moitié des années 1990.

En 2005, environ les deux cinquièmes du PIB des entreprises non constituées en société dans le secteur de la construction a été le fait de la construction et de la rénovation d'immeubles résidentiels, la majeure partie du reste étant le fait des entrepreneurs spécialisés, comme les entrepreneurs en petite menuiserie, en peinture, en installation de cloisons sèches et travaux d'isolation, en plomberie, en électricité, en travaux de revêtements de sol, en préparation de terrain, en charpenterie, en travaux de maçonnerie et en travaux de toitures et de parements.

Il existe un certain nombre de raisons qui expliquent les baisses du PIB des entreprises non constituées en société dans le secteur de l'agriculture. Pendant plus d'un siècle, les exploitations agricoles au Canada ont pris de l'expansion et sont devenues plus productives, avec une tendance croissante vers un moins grand nombre d'exploitations agricoles plus importantes (Sparling, Laughland et Mitura, 2008)¹⁴. Nombre de ces exploitations agricoles plus importantes se sont constituées en société : certaines ne le sont toujours pas ou fonctionnent grâce à des associations formelles ou informelles. Une part plus importante des activités agricoles est exercée comme deuxième emploi, les agriculteurs et leurs conjoints profitant de meilleurs débouchés d'emploi non agricoles (Bowlby, 2002).

Le secteur de la pêche a été à l'origine d'environ 881 millions de dollars du PIB des entreprises non constituées en société en 1987. Cette part est passée à 558 millions en 2005. La production de la pêche commerciale en mer au Canada a diminué au cours de la période de 1988 à 2000¹⁵. La baisse du volume de production est liée à une diminution de la quantité de plusieurs espèces majeures¹⁶, ce qui a entraîné la fermeture des installations de pêche de morue du Nord en 1992 et la réduction de la pêche au saumon sur la côte Ouest. Au cours de cette période, le nombre de pêcheurs détenant un permis est passé de 87 100 à 48 800.

3.3 Facteurs structurels

Nombre des facteurs structurels qui ont touché le secteur des entreprises globalement au cours des années 1990 et 2000 ont eu des répercussions substantielles sur le secteur des entreprises non constituées en société. Parmi ces facteurs figure la croissance des services, et plus particulièrement les services professionnels et les services aux entreprises, qui a été alimentée par la croissance rapide des services informatiques et de la sous-traitance, la croissance vigoureuse du secteur de l'énergie après 2000 (qui a eu des répercussions sur de nombreuses industries, y compris plusieurs services professionnels et services aux entreprises) et l'expansion du secteur du logement, ainsi que du secteur de la construction, qui a été alimentée par la demande intérieure (Cross, 2005). L'Accord de libre-échange nord-américain de 1989 a favorisé l'expansion du secteur de la fabrication qui, quant à lui, a alimenté la demande de nombreux différents types de services.

Macdonald (2007) a documenté les changements structurels qui se sont produits dans l'économie canadienne après 2002. L'augmentation des prix des ressources à partir de 2003 (appelée « essor

14. Selon le Recensement de l'agriculture, la superficie moyenne en hectares par exploitation agricole a augmenté pour passer de 231 en 1986 à 295 en 2006. Le nombre d'exploitations agricoles a diminué pour passer de 293 089 en 1986 à 229 373 en 2006. La superficie agricole totale est demeurée relativement stable au cours de cette période (67 825 757 hectares en 1986 à 67 586 739 hectares en 2006).

15. Voir Ministère des Pêches et Océans Canada (2003).

16. La valeur de débarquement de poissons a toutefois augmenté au cours de la période, par suite d'une hausse des prix du poisson et de la transition à des espèces non traditionnelles plus coûteuses (comme la crevette et le homard).

des ressources naturelles ») a attiré de la main-d'œuvre dans le secteur des ressources, tandis que l'appréciation du dollar et la vive concurrence ont contribué à réduire l'emploi dans le secteur de la fabrication.

Dans le secteur de la fabrication, une restructuration s'est produite, la production étant passée des biens non durables aux biens durables (Baldwin et Macdonald, 2009). Les fabricants de produits non durables, comme le papier, les vêtements ou les textiles, ont été les plus affectés, et leur niveau de production a diminué. Les fabricants de biens durables, comme les produits métalliques ou les machines ou le matériel, ont augmenté leur production, la demande s'étant accrue dans le secteur des ressources. Du fait du passage de la main-d'œuvre et du capital dans le secteur des ressources de l'économie et de la réorientation des fabricants, le secteur des services a pris de l'expansion pour répondre aux nouveaux besoins.

4 Tendances du travail autonome

4.1 Catégorie de travailleur et structure d'entreprise

Même si les estimations du produit intérieur brut (PIB) du travail autonome englobent uniquement le secteur des entreprises non constituées en société, les données de l'Enquête sur la population active (EPA) concernant le travail autonome portent à la fois sur le secteur des entreprises non constituées en société et sur celui des entreprises constituées en société. La compréhension des changements qui touchent les tendances dans le secteur des entreprises non constituées en société pourrait nécessiter un examen des tendances du travail autonome dans le secteur des entreprises constituées en société.

La croissance de l'ensemble du travail autonome de 1987 à 2005 se situait en moyenne à 2,2 % par année, ce qui a entraîné la création de 812 500 emplois et dépassé la croissance de l'emploi pour les travailleurs rémunérés (dont la croissance moyenne était de 1,4 % par année). La période de 1987 à 1999 a été extraordinaire pour les travailleurs autonomes, du fait de la création de 733 900 emplois, soit environ 4 nouveaux emplois sur 10 créés au Canada.

De 1987 à 1999, la croissance du travail autonome a été le fait principalement des personnes qui n'ont pas recruté de travailleurs rémunérés (près de 700 000), tandis que seulement 90 100 emplois ont été créés par les travailleurs autonomes qui ont recruté des travailleurs rémunérés (tableau 3). Gauthier et Roy (1997) sont d'avis que l'augmentation marquée du travail autonome pour compte propre (au cours de la majeure partie des années 1990) peut avoir été le résultat du travail de sous-traitance confié par les entreprises à des anciens employés, qui sont devenus des travailleurs autonomes. Il est aussi possible que la hausse ait été le résultat de facteurs de poussée liés à l'absence de plein emploi.

Tableau 3
Emploi rémunéré et travail autonome dans l'économie canadienne, 1976 à 2008

| | Tous les employés rémunérés | Travailleurs autonomes | | | | | | | |
|---------------------------------|-----------------------------|------------------------|----------|---------------------|---------------------|--|---------------------|---------------------|-----------------------------------|
| | | Total | Sociétés | | | Entreprises non constituées en société | | | |
| | | | Total | Avec aide rémunérée | Sans aide rémunérée | Total | Avec aide rémunérée | Sans aide rémunérée | Travailleur familial non rémunéré |
| milliers | | | | | | | | | |
| 1976 | 8 562,5 | 1 185,0 | 248,0 | 202,6 | 45,4 | 937,1 | 238,1 | 566,0 | 133,0 |
| 1977 | 8 706,9 | 1 210,3 | 270,1 | 224,6 | 45,5 | 940,1 | 246,2 | 571,9 | 122,0 |
| 1978 | 8 956,9 | 1 263,4 | 284,8 | 235,3 | 49,5 | 978,5 | 248,3 | 604,3 | 125,9 |
| 1979 | 9 343,9 | 1 324,7 | 307,8 | 258,3 | 49,5 | 1 016,9 | 251,5 | 635,9 | 129,5 |
| 1980 | 9 620,5 | 1 363,6 | 360,0 | 301,8 | 58,2 | 1 003,7 | 239,8 | 654,5 | 109,4 |
| 1981 | 9 879,9 | 1 425,2 | 402,9 | 337,7 | 65,2 | 1 022,3 | 251,2 | 651,5 | 119,6 |
| 1982 | 9 460,5 | 1 483,2 | 430,0 | 354,2 | 75,8 | 1 053,2 | 276,5 | 662,1 | 114,6 |
| 1983 | 9 478,8 | 1 543,2 | 448,2 | 369,1 | 79,1 | 1 094,9 | 296,1 | 686,6 | 112,2 |
| 1984 | 9 732,1 | 1 569,7 | 439,3 | 359,6 | 79,7 | 1 130,4 | 286,5 | 739,3 | 104,6 |
| 1985 | 9 901,2 | 1 726,0 | 486,7 | 404,0 | 82,7 | 1 239,3 | 333,7 | 793,5 | 112,1 |
| 1986 | 10 312,5 | 1 674,2 | 498,4 | 407,1 | 91,3 | 1 175,8 | 322,7 | 755,0 | 98,1 |
| 1987 | 10 633,9 | 1 699,1 | 518,8 | 419,7 | 99,1 | 1 180,3 | 315,7 | 772,0 | 92,6 |
| 1988 | 10 935,5 | 1 774,1 | 568,1 | 467,0 | 101,1 | 1 205,9 | 314,8 | 812,0 | 79,1 |
| 1989 | 11 195,9 | 1 800,3 | 580,3 | 468,1 | 112,2 | 1 219,9 | 326,2 | 822,2 | 71,5 |
| 1990 | 11 249,8 | 1 836,6 | 596,9 | 476,4 | 120,5 | 1 239,8 | 321,1 | 851,4 | 67,3 |
| 1991 | 10 961,6 | 1 895,8 | 633,6 | 500,2 | 133,4 | 1 262,2 | 332,5 | 865,1 | 64,6 |
| 1992 | 10 803,4 | 1 927,5 | 637,9 | 495,7 | 142,2 | 1 289,5 | 321,2 | 902,2 | 66,1 |
| 1993 | 10 781,6 | 2 011,1 | 647,2 | 502,9 | 144,3 | 1 363,9 | 321,9 | 968,6 | 73,4 |
| 1994 | 11 030,3 | 2 028,5 | 625,5 | 467,5 | 158,0 | 1 403,0 | 334,1 | 1 011,9 | 57,0 |
| 1995 | 11 212,3 | 2 083,1 | 676,9 | 507,1 | 169,8 | 1 406,2 | 316,4 | 1 032,9 | 56,9 |
| 1996 | 11 249,8 | 2 171,6 | 682,7 | 491,9 | 190,8 | 1 488,9 | 320,4 | 1 112,4 | 56,1 |
| 1997 | 11 356,6 | 2 349,4 | 781,4 | 528,9 | 252,5 | 1 568,0 | 287,7 | 1 215,9 | 64,4 |
| 1998 | 11 640,5 | 2 405,7 | 756,5 | 508,9 | 247,6 | 1 649,2 | 296,3 | 1 293,6 | 59,3 |
| 1999 | 11 973,8 | 2 433,0 | 809,7 | 532,9 | 276,8 | 1 623,3 | 292,6 | 1 285,9 | 44,8 |
| 2000 | 12 390,5 | 2 373,7 | 811,8 | 519,8 | 292,0 | 1 561,9 | 295,8 | 1 224,5 | 41,6 |
| 2001 | 12 669,5 | 2 276,7 | 799,5 | 495,3 | 304,2 | 1 477,2 | 291,8 | 1 153,0 | 32,4 |
| 2002 | 12 995,9 | 2 314,5 | 820,4 | 497,2 | 323,2 | 1 494,0 | 283,9 | 1 177,6 | 32,5 |
| 2003 | 13 270,5 | 2 401,8 | 868,4 | 513,1 | 355,3 | 1 533,4 | 283,1 | 1 216,3 | 34,0 |
| 2004 | 13 493,6 | 2 453,4 | 944,0 | 559,4 | 384,6 | 1 509,5 | 275,9 | 1 203,9 | 29,7 |
| 2005 | 13 658,2 | 2 511,6 | 990,7 | 590,4 | 400,3 | 1 520,8 | 273,4 | 1 221,8 | 25,6 |
| 2006 | 13 986,3 | 2 498,0 | 992,8 | 584,9 | 407,9 | 1 505,3 | 263,0 | 1 214,0 | 28,3 |
| 2007 | 14 251,4 | 2 615,0 | 1 043,5 | 594,8 | 448,7 | 1 571,5 | 260,7 | 1 285,5 | 25,3 |
| 2008 | 14 496,2 | 2 629,6 | 1 072,9 | 603,8 | 469,1 | 1 556,8 | 257,5 | 1 274,0 | 25,3 |
| Première différence | | | | | | | | | |
| milliers | | | | | | | | | |
| 1976/1986 | 1 750,0 | 489,2 | 250,4 | 204,5 | 45,9 | 238,7 | 84,6 | 189,0 | -34,9 |
| 1987/1999 | 1 339,9 | 733,9 | 290,9 | 113,2 | 177,7 | 443,0 | -23,1 | 513,9 | -47,8 |
| 2000/2005 | 1 267,7 | 137,9 | 178,9 | 70,6 | 108,3 | -41,1 | -22,4 | -2,7 | -16,0 |
| 2006/2008 | 509,9 | 131,6 | 80,1 | 18,9 | 61,2 | 51,5 | -5,5 | 60,0 | -3,0 |
| Taux de croissance annuel moyen | | | | | | | | | |
| pourcentage | | | | | | | | | |
| 1976/1986 | 1,9 | 3,5 | 7,2 | 7,2 | 7,2 | 2,3 | 3,1 | 2,9 | -3,0 |
| 1987/1999 | 1,0 | 3,0 | 3,8 | 2,0 | 8,9 | 2,7 | -0,6 | 4,3 | -5,9 |
| 2000/2005 | 2,0 | 1,1 | 4,1 | 2,6 | 6,5 | -0,5 | -1,6 | 0,0 | -9,3 |
| 2006/2008 | 1,8 | 2,6 | 4,0 | 1,6 | 7,2 | 1,7 | -1,1 | 2,4 | -5,4 |

Note : Le taux de croissance annuel moyen est le taux de croissance composé calculé en comparant les points finaux de la période.
 Source : Enquête sur la population active, CANSIM tableau 282-0012.

La plupart des emplois (443 000) ont été créés par des travailleurs autonomes dans des entreprises non constituées en société. Au total, 513 900 emplois ont été le fait de personnes qui n'ont pas recruté de travailleurs rémunérés, ce qui constitue une croissance moyenne de 2,7 % par année de 1987 à 1999. La différence vient du fait que les emplois créés à la fois pour les

employés rémunérés et les travailleurs familiaux non rémunérés travaillant pour des travailleurs autonomes dans des entreprises non constituées en société ont diminué de façon substantielle. On a noté une réduction de 23 100 emplois attribuable aux travailleurs autonomes dans les entreprises non constituées en société comptant des travailleurs rémunérés, et une baisse de 47 800 emplois, attribuable aux travailleurs autonomes dans les entreprises non constituées en société comptant des travailleurs familiaux non rémunérés. Les travailleurs autonomes dans les entreprises constituées en société ont créé 290 900 emplois, soit une croissance moyenne de l'emploi de 3,8 % par année. De ces emplois, 177 700 ont été le fait de travailleurs autonomes qui n'ont pas recruté de travailleurs rémunérés, et 113 200, de travailleurs autonomes qui ont recruté de tels travailleurs.

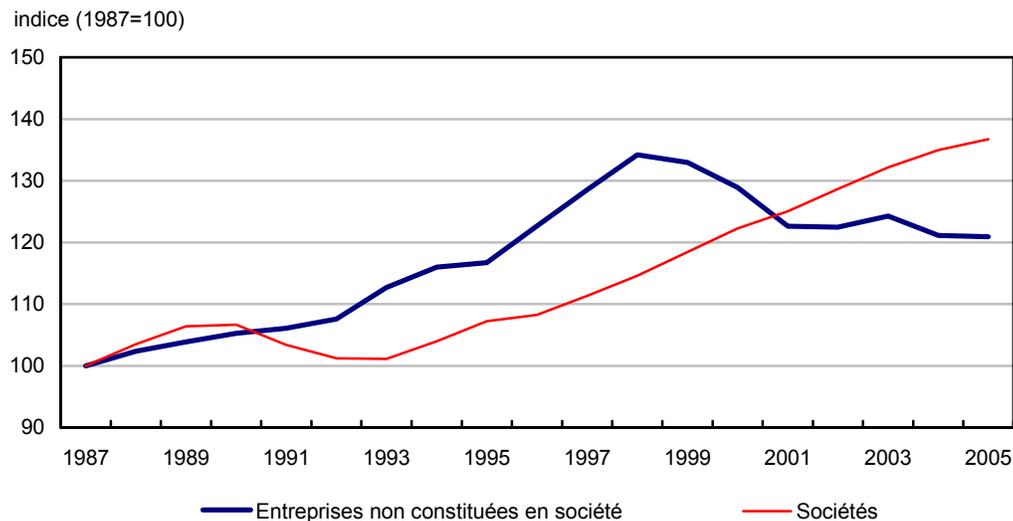
De 2000 à 2005, le nombre de travailleurs autonomes dans les entreprises non constituées en société a diminué légèrement, soit de 41 100, tandis que les travailleurs autonomes dans les entreprises constituées en société ont continué d'augmenter par rapport à la décennie précédente, avec 178 900 nouveaux emplois, soit une croissance moyenne de 4,1 % par année.

4.2 Croissance de l'emploi

La section qui précède porte à la fois sur les travailleurs autonomes dans les entreprises non constituées en société et dans les entreprises constituées en société. Dans la présente section, on examine les estimations de l'emploi total des entreprises non constituées en société et des sociétés pour la période de 1987 à 2005. Ces chiffres comprennent à la fois les travailleurs autonomes et les travailleurs rémunérés des deux structures d'entreprise. La méthodologie pour le calcul de ces totaux a été élaborée dans Rispoli (2009) et est résumée à l'annexe E. L'ensemble de la baisse de l'emploi total dans les entreprises non constituées en société (travailleurs autonomes et travailleurs rémunérés) a été le fait des travailleurs autonomes.

L'emploi dans les entreprises non constituées en société a augmenté à un rythme plus rapide que l'emploi dans les sociétés tout au long de la majeure partie des années 1990 (graphique 3) puis a diminué après 1998, tandis que l'emploi dans les sociétés a continué d'augmenter au cours des cinq premières années suivant 2000.

Graphique 3 Emploi dans l'ensemble de l'économie canadienne selon le type d'entreprise, 1997 à 2005



Source : Statistique Canada, tiré des calculs de l'auteur.

4.3 Composition de l'industrie selon la structure d'entreprise

Comme dans le cas du PIB, le changement de composition de la structure de l'industrie dans le cas des travailleurs autonomes est plus prononcé pour les entreprises non constituées en société que pour les entreprises constituées en société. Dans le cas des entreprises non constituées en société, les industries produisant des biens ont joué un rôle beaucoup plus important en 1987 qu'en 2005, leur part dans les entreprises non constituées en société au total ayant diminué, passant de 36,6 % en 1987 à 25,4 % en 2005. Au cours de la même période, la part du travail autonome total dans les industries de services a augmenté, passant de 63,4 % en 1987 à 74,6 % en 2005 (tableau 4).

En dépit de l'augmentation globale du travail autonome, des baisses se sont produites dans le commerce et les autres services. Dans les industries produisant des biens, la baisse a touché principalement l'agriculture, sa part du travail autonome totale ayant diminué, passant de 21,2 % en 1987 à 9,8 % en 2005.

Tableau 4
Part du travail autonome selon le type d'entreprise

| | Part du travail autonome | | | | | |
|--|--|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Entreprises non constituées en société | | | Sociétés | | |
| | 1987 | 1999 | 2005 | 1987 | 1999 | 2005 |
| | pourcentage | | | | | |
| Toutes les industries | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |
| Productrices de biens | 36,6 | 27,1 | 25,4 | 31,6 | 28,8 | 29,4 |
| Agriculture | 21,2 | 12,8 | 9,8 | 5,0 | 6,8 | 5,9 |
| Foresterie, pêche et chasse, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz | 2,8 | 1,9 | 1,6 | 2,3 | 1,9 | 2,7 |
| Construction | 10,0 | 10,1 | 11,9 | 15,3 | 13,1 | 14,2 |
| Fabrication | 2,6 | 2,4 | 2,1 | 9,0 | 7,0 | 6,5 |
| Productrices de services | 63,4 | 72,9 | 74,6 | 68,4 | 71,2 | 70,6 |
| Commerce | 12,5 | 10,4 | 9,0 | 25,8 | 19,0 | 17,5 |
| Transport et entreposage | 5,2 | 5,8 | 5,2 | 4,1 | 4,9 | 5,4 |
| Finances, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail | 3,2 | 5,3 | 6,7 | 5,7 | 5,4 | 6,5 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 7,4 | 12,8 | 13,7 | 10,2 | 15,7 | 16,4 |
| Gestion de sociétés et d'immeubles et autres services de soutien | 3,5 | 6,6 | 7,5 | 2,5 | 4,1 | 3,8 |
| Services d'enseignement | 1,4 | 2,4 | 3,0 | 0,4 | 1,2 | 1,1 |
| Soins de santé et assistance sociale | 9,7 | 9,9 | 11,2 | 2,3 | 4,1 | 4,7 |
| Industrie de l'information, industrie culturelle et loisirs | 4,3 | 4,4 | 5,5 | 2,8 | 2,9 | 3,5 |
| Hébergement et services de restauration | 3,2 | 2,6 | 2,5 | 6,4 | 6,3 | 5,4 |
| Autres services | 13,0 | 12,6 | 10,4 | 7,8 | 7,5 | 6,3 |

Note : Les données des entreprises non constituées en société ne tiennent pas compte des travailleurs familiaux non rémunérés puisqu'ils sont supprimés de certaines industries dans l'Enquête sur la population active.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active et CANSIM, tableau 282-0012.

L'augmentation du travail autonome dans les entreprises non constituées en société de l'industrie de services a touché principalement les services professionnels (augmentation relative de la part de 6,3 points de pourcentage), les services de soutien aux entreprises et les autres services de soutien (augmentation relative de la part de 4,0 points de pourcentage), les finances (augmentation relative de la part de 2,7 points de pourcentage), les services d'enseignement (augmentation relative de la part de 1,6 point de pourcentage), la santé (augmentation relative de la part de 1,5 point de pourcentage) et l'information (augmentation relative de la part de 1,2 point de pourcentage).

La répartition du travail autonome entre les industries pour les entreprises constituées en société a été relativement constante de 1987 à 2005, période au cours de laquelle la part du travail autonome dans les industries produisant des biens a fluctué entre 31,6 % et 29,4 %.

Une hausse substantielle du travail autonome dans les entreprises constituées en société de 1987 à 2005 a touché à la fois les industries produisant des biens (127 000 emplois) et les industries de services (345 100 emplois). Dans le cas du secteur producteur de biens, les hausses sont produites principalement dans la construction, avec certains gains dans l'agriculture, la part relative de l'agriculture étant demeurée constante tout au long de la période. Des augmentations se sont produites dans la majeure partie des industries de services, et plus particulièrement dans le secteur des services professionnels, dont la part a augmenté de façon substantielle.

4.4 Entreprises de travailleurs autonomes nouvellement constituées en société

Les sections qui précèdent ont fait ressortir comment le travail autonome dans le secteur des entreprises non constituées en société a diminué, tandis qu'il a continué à augmenter dans le secteur des sociétés après 2000. Cela s'est peut-être produit parce que les travailleurs autonomes dans les entreprises non constituées en société ont répondu à de nouvelles demandes, du fait de l'essor de l'économie, ou parce que les entreprises non constituées en société se sont constituées en société.

Pour mieux comprendre cette question, nous examinerons les changements dans la composition industrielle du travail autonome entre les entreprises non constituées en société et les sociétés, afin de déterminer s'il y a eu transition des unes aux autres.

La croissance dans le secteur des sociétés est à peu près aussi importante au cours de la période de 2000 à 2005 que de 1987 à 1999. Par contre, le secteur des entreprises non constituées a connu une baisse générale au cours de la période de 2000 à 2005 par rapport à la période précédente. Toutefois, l'importance de la baisse dans le secteur des entreprises non constituées en société ne comporte généralement pas de lien avec l'augmentation dans le secteur des sociétés.

Les hausses du travail autonome dans le secteur des sociétés ont touché de nombreuses industries (tableau 5). Certaines augmentations marquées se sont produites dans les services professionnels et la construction. Il n'y a pas eu de baisse généralisée correspondante dans les mêmes industries du secteur des entreprises non constituées en société, sauf pour deux exceptions : le transport et le commerce. Dans le cas du commerce, les baisses pour les entreprises non constituées en société depuis 1997 ont touché principalement le commerce de détail, tandis que les hausses dans le cas des sociétés ont touché principalement le commerce de gros.

En général, les modèles de croissance ne montrent pas que des transitions se sont produites des entreprises non constituées en société aux sociétés. Différentes forces s'exerçaient dans le secteur des sociétés et des entreprises non constituées en société. Les sections 4.5 et 4.6 qui suivent examinent de façon plus détaillée les différences entre ces deux groupes.

Tableau 5
Première différence de travail autonome selon le type d'entreprise

| | Première différence | | | |
|--|--|-----------|-----------|-----------|
| | Entreprises non constituées en société | | Sociétés | |
| | 1987/1999 | 2000/2005 | 1987/1999 | 2000/2005 |
| | milliers | | | |
| Toutes les industries | 490,8 | -25,1 | 290,9 | 178,9 |
| Productrices de biens | 30,4 | -27,6 | 69,5 | 65,0 |
| Agriculture | -28,7 | -30,4 | 29,0 | 7,4 |
| Foresterie, pêche et chasse, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz | -0,2 | -4,2 | 3,4 | 9,0 |
| Construction | 49,9 | 9,7 | 26,9 | 38,1 |
| Fabrication | 9,3 | -2,6 | 10,1 | 10,3 |
| Productrices de services | 460,4 | 2,5 | 221,5 | 113,8 |
| Commerce | 28,2 | -13,4 | 19,8 | 14,8 |
| Transport et entreposage | 34,7 | -12,3 | 18,5 | 5,9 |
| Finances, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail | 49,1 | 21,0 | 14,1 | 17,0 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 121,7 | 16,7 | 74,0 | 31,1 |
| Gestion de sociétés et d'immeubles et autres services de soutien | 66,2 | -6,4 | 20,2 | 1,9 |
| Services d'enseignement | 22,7 | 6,7 | 8,1 | 3,6 |
| Soins de santé et assistance sociale | 51,5 | 6,0 | 21,1 | 12,4 |
| Industrie de l'information, industrie culturelle et loisirs | 21,7 | 13,5 | 9,1 | 8,5 |
| Hébergement et services de restauration | 6,4 | -5,0 | 18,0 | 6,9 |
| Autres services | 57,9 | -23,9 | 20,2 | 11,6 |

Note : Les données des entreprises non constituées en société ne tiennent pas compte des travailleurs familiaux non rémunérés puisqu'ils sont supprimés de certaines industries dans l'Enquête sur la population active.
 Source : Enquête sur la population active, CANSIM tableau 282-0012.

4.5 Facteurs ayant des répercussions sur le travail autonome

Les changements touchant le travail autonome sont-ils liés à des facteurs cycliques découlant de la situation macroéconomique ou à des facteurs non cycliques ou des tendances à long terme sous-jacentes dans l'économie? L'examen de la nature cyclique de chacune des catégories de travailleurs autonomes contribue à déterminer si le travail autonome dans les entreprises non constituées en société et les entreprises constituées en société réagit différemment aux forces économiques.

4.5.1 Tendances à long terme

Lin, Yates et Picot (1999) examinent les deux écoles de pensée concernant le rapport entre le travail autonome et la situation économique. Selon la première école, les personnes qui ont des capacités particulières et qui sont motivées à établir leur propre entreprise peuvent être attirées par le travail autonome dans un secteur qui se prête à l'expansion de ce type d'emploi. Le travail autonome dans ce cas sera lié à une vaste gamme de facteurs, y compris les tendances à long terme ou un contexte macroéconomique favorable contribuant au succès de l'industrie et à la réussite des entreprises de travailleurs autonomes qu'elle comprend. Selon la deuxième école de pensée, par ailleurs, les personnes peuvent être poussées à travailler de façon autonome parce qu'elles n'arrivent pas à trouver un emploi rémunéré convenable en période de difficulté

économique (Hipple, 2004)¹⁷. Selon la théorie de l'attraction, le travail autonome ne comporterait pas de lien avec le chômage. Selon la théorie de la poussée, le travail autonome comporterait un lien positif avec le chômage.

Les personnes qui sont attirées par le travail autonome se retrouvent probablement dans toutes les industries; toutefois, elles sont plus nombreuses dans certaines, par exemple, les médecins et les dentistes dans le secteur de la santé, les avocats, les comptables, les ingénieurs et d'autres experts-conseils dans les services professionnels, les bailleurs de biens immobiliers dans le secteur des finances, et les entrepreneurs généraux ou ouvriers spécialisés dans le secteur de la construction¹⁸.

4.5.2 Éléments cycliques du travail autonome

Les travailleurs autonomes, comme les employés rémunérés, sont probablement affectés par les cycles économiques. On pense notamment qu'en période de récession, les nouvelles entreprises peuvent reporter leur lancement en attendant un meilleur contexte économique. Il existe toutefois un autre argument selon lequel certaines personnes mises à pied sont poussées vers le marché du travail autonome (Hipple, 2004). Le graphique 4 explique le rapport entre le taux de chômage et les taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et les entreprises constituées en société au Canada¹⁹.

Les mouvements à long terme dans le taux de travail autonome au cours des divers cycles économiques sont assez différents pour le travail autonome dans les entreprises non constituées en société que pour le travail autonome dans les entreprises constituées en société²⁰. Le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société a augmenté au cours des années 1980 et au début des années 1990 (périodes de chômage élevé), mais a diminué graduellement jusqu'à la fin des années 1990 et des années 2000 (périodes de faible chômage), pour s'établir à des taux comparables à ceux notés dans les années 1970 (graphique 4). Ce modèle historique correspond à l'argument selon lequel de nombreuses entreprises non constituées en société le sont dans des contextes de marché du travail plus faible (caractérisé par des taux de chômage élevés) et disparaissent par la suite, au fur et à mesure que la situation du marché du travail s'améliore. Contrairement aux entreprises non constituées en société, le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société a augmenté graduellement au cours de cette période.

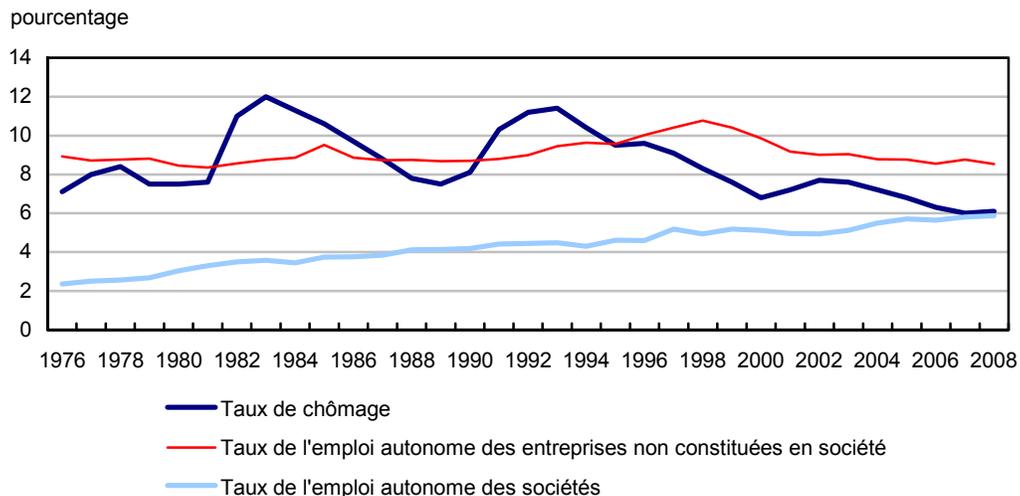
17. Selon Rasteletti (2009), en présence de frictions sur le marché du travail, deux types de travailleurs autonomes émergent. Le premier groupe comprend les entrepreneurs, tandis que le deuxième utilise le travail autonome comme un emploi de substitution.

18. L'estimation du PIB pour le travail autonome dans les entreprises constituées en société qui, à l'heure actuelle, est inclus avec le reste des sociétés dans le secteur des entreprises, dépasse la portée du présent document. Hipple (2004) a déterminé qu'aux États-Unis, le travail autonome dans les entreprises constituées en société a tendance à être concentré dans les professions suivantes — gestion, professionnels et professions connexes — pour lesquelles une proportion importante de travailleurs ont des diplômes d'études supérieures.

19. Le taux de travail autonome correspond au nombre de travailleurs autonomes en pourcentage de la population active. Le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société correspond au nombre de travailleurs autonomes dans les entreprises non constituées en société en pourcentage de la population active. Le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société correspond au nombre de travailleurs autonomes dans les entreprises constituées en société en pourcentage de la population active.

20. Lin, Yates et Picot (1999) ont déterminé que l'abandon du travail autonome (tant pour les travailleurs autonomes dans les entreprises non constituées en société que dans les entreprises constituées en société) comporte un lien négatif avec le chômage.

Graphique 4 Impact des conditions économiques sur les travailleurs autonomes des entreprises non constituées en société et les sociétés, 1976 à 2008



Source : Statistique Canada, tableau CANSIM 282-0012.

Le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société a fluctué autour de cette tendance à long terme. Il a augmenté au milieu des années 1980 et au milieu des années 1990, après les récessions de 1981-1982 et de 1990. Cette augmentation au cours des dernières années des cycles économiques laisse supposer que le facteur de poussée s'est exercé avec beaucoup de retard ou, ce qui semble plus plausible, que des facteurs d'attraction importants se sont exercés au cours de la dernière moitié du cycle économique. Évidemment, il se peut que les deux soient liés si les tendances à la hausse de l'économie encouragent les travailleurs rémunérés qui ont été déplacés à devenir des travailleurs autonomes ou encouragent les nouveaux travailleurs à envisager le travail autonome plutôt qu'un emploi rémunéré.

Ces modèles dans les taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société se retrouvent dans de nombreuses industries, y compris les services professionnels, les autres services, la santé, la construction, la fabrication et l'hébergement (voir l'annexe F)²¹. Dans le cas des autres industries non constituées en société, des facteurs à long terme pourraient avoir eu des répercussions plus importantes sur les taux de travail autonome. Des baisses des taux de travail autonome se sont produites dans l'agriculture, la foresterie et le commerce de détail, bien avant le début de la baisse globale du taux de travail autonome en 1998. On a observé des augmentations des taux tout au long des années 1990 et 2000 dans les finances et l'enseignement.

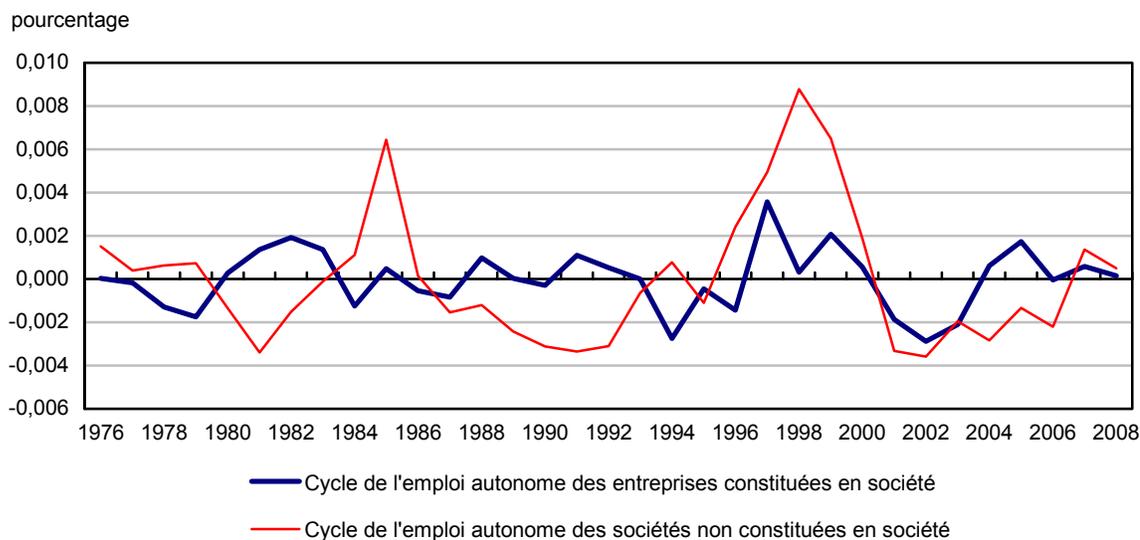
Le passage de tendances à long terme à des fluctuations cycliques à court terme nous permet de vérifier si les deux types de travail autonome réagissent différemment aux fluctuations économiques de courte fréquence.

Le graphique 5 montre l'écart par rapport à la tendance du taux de travail autonome pour les entreprises non constituées en société et les entreprises constituées en société. La ligne

21. Les données de l'industrie sur les travailleurs autonomes selon la catégorie de travailleurs n'ont été disponibles dans l'EPA qu'à partir de 1987.

correspondant à la tendance se situe à 0 sur l'axe des y^{22} . Les mouvements dans le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société sont plus prononcés que ceux du taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société. Les mouvements du taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société sont plus stables, avec des écarts plus faibles par rapport à la ligne de tendance. Il est intéressant de constater que les deux taux ne comportent pas de liens étroits entre eux au fil du temps, sauf à la fin des années 1990.

Graphique 5
Écarts dans les tendances au travail autonome des entreprises non constituées en société et des sociétés, 1976 à 2008



Source : Statistique Canada, tiré des calculs de l'auteur, tableau CANSIM 380-0017.

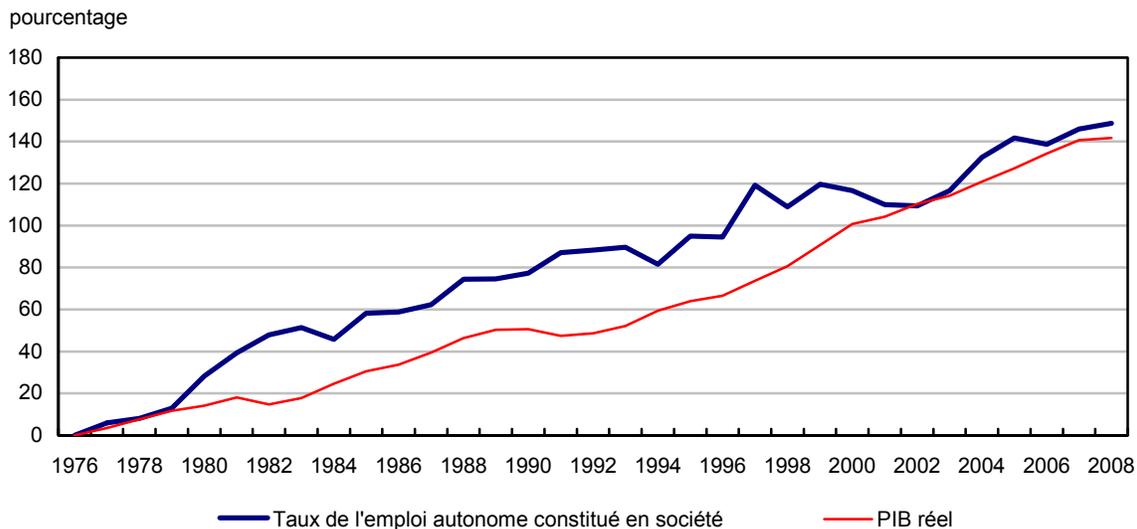
En général, les deux composantes réagissent très différemment aux tendances économiques à court et à long termes. Comme dans le graphique 4, ces données montrent qu'à court terme, les taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société ont augmenté plusieurs années après les récessions majeures du début des années 1980 et 1990, au moment où l'économie a amorcé une reprise par rapport à ces récessions. Cela ne s'est pas produit pour le travail autonome dans les entreprises constituées en société dans les années 1980, mais s'est produit dans une moindre mesure dans les années 1990.

Les deux catégories de travailleurs autonomes ont aussi affiché des tendances à long terme différentes. Contrairement aux travailleurs autonomes dans les entreprises non constituées en société, dont le nombre a d'abord augmenté, puis diminué entre 1976 et 2008, le nombre de travailleurs autonomes dans les entreprises constituées en société a augmenté tout au long de la période. Dans le graphique 6, nous observons une corrélation positive étroite entre les taux de travailleurs autonomes dans les entreprises constituées en société et le PIB. Tout au long de la majeure partie des années 1990 et 2000, le taux de travailleurs autonomes dans les entreprises constituées en société a augmenté en parallèle avec l'économie globale.

22. Le cycle est calculé au moyen d'un filtre de Hodrick-Prescott.

Graphique 6

Taux de croissance cumulative du produit intérieur brut (PIB) et taux de l'emploi autonome constitué en société, 1976 à 2008 (1976 = 0)



Note : Ce phénomène se reproduit dans toutes les industries que nous avons examinées.
Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0008, 282-0012 et 380-0017.

4.6 Données empiriques additionnelles

La présente section fournit des données empiriques additionnelles concernant les différences dans la nature cyclique des deux composantes du travail autonome, grâce à une analyse multidimensionnelle servant à établir le rapport à long terme entre le travail autonome et les indicateurs de l'activité économique globale, y compris le taux de chômage et le PIB réel.

Pour évaluer le rapport entre le taux de chômage et le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et dans les entreprises constituées en société, des données ont été tirées de l'EPA, pour la période de 1976 à 2008, et ont servi à estimer :

$$(1) S_t = \alpha + \beta U_{t-1} + \delta t + \varepsilon_t,$$

où

S_t est le logarithme naturel du taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société au temps t ;

U_t est le logarithme naturel du taux de chômage au temps $t-1$;

t est la tendance temporelle (année);

ε_t est une erreur de perturbation normale.

Le taux de chômage a été retardé d'une année, les personnes en chômage traversant une période d'ajustement avant de lancer une entreprise ou d'acquies une entreprise existante.

On a utilisé le test de racine unitaire de Phillips-Perron pour vérifier la stationnarité du taux de chômage et du taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société. Nous avons déterminé qu'ils ont tous les deux des racines unitaires : nous avons procédé à des régressions de différences premières, afin d'éliminer du rapport les causes sous-jacentes similaires possibles (tableau 6).

Tableau 6**Régression du taux de travail autonome chez les entreprises non constituées en société et les sociétés avec le taux de chômage et le produit intérieur brut réel**

| | Variables dépendantes | | | | | |
|-------------------------------|--|---------------|-------------|--|---------------|-------------|
| | Taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société | | | Taux de travail autonome dans les sociétés | | |
| | coefficient | statistique t | valeur de p | coefficient | statistique t | valeur de p |
| Première série de régressions | | | | | | |
| Variables indépendantes | | | | | | |
| Taux de chômage ¹ | 0,110 | 2,040 | 0,051 | -0,039 | -0,520 | 0,610 |
| Constante | 0,000 | -0,020 | 0,988 | 0,027 | 3,380 | 0,002 |
| Statistiques sommaires | | | | | | |
| Observations (nombre) | 31 | ... | ... | 31 | ... | ... |
| R-carré | 0,126 | ... | ... | 0,009 | ... | ... |
| Valeur de f | 4,160 | ... | ... | 0,270 | ... | ... |
| Valeur de p | 0,051 | ... | ... | 0,610 | ... | ... |
| Seconde série de régressions | | | | | | |
| Variables indépendantes | | | | | | |
| PIB ² | 0,060 | 1,430 | 0,162 | 0,904 | 16,670 | 0,000 |
| Constante | 1,385 | 2,420 | 0,022 | -10,917 | -14,740 | 0,000 |
| Statistiques sommaires | | | | | | |
| Observations (nombre) | 32 | ... | ... | 32 | ... | ... |
| R-carré | 0,062 | ... | ... | 0,900 | ... | ... |
| Valeur de f | 2,060 | ... | ... | 277,870 | ... | ... |
| Valeur de p | 0,162 | ... | ... | 0,000 | ... | ... |

1. La première différence dans le logarithme naturel du taux de chômage est décalée d'une année.

2. Logarithme naturel du PIB réel.

Note: Les coefficients sont positifs et significatifs dans l'ensemble des grands secteurs industriels bien que légèrement inférieur sur les services que les biens.

Source : Les régressions sont fondées sur des données de l'Enquête sur la population active, CANSIM tableaux 282-0008 et 282-0012.

Afin d'évaluer le rapport entre PIB réel et le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société (ou dans les entreprises constituées en société), on a utilisé les données pour la période de 1976 à 2008 de l'EPA et des Comptes nationaux sur le PIB réel (indice en chaîne de 2002) pour estimer :

$$(2) SI_t = \alpha + \beta PIB_t + \varepsilon_t,$$

où

SI_t est le logarithme naturel du taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société au temps t ;

PIB_t est le logarithme naturel du PIB réel (indice en chaîne de 2002) au temps t ;

ε_t est le terme de perturbation normal.

Même si nous avons déterminé que ces deux variables comportent des racines unitaires, nous avons effectué ces régressions au moyen des logarithmes naturels, et non pas des différences premières, étant donné que nous tentons de déterminer si l'augmentation des taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société peut être expliquée en partie par les augmentations de la tendance générale de l'économie qui découle de la croissance à long terme du PIB.

Le tableau 6 présente les résultats de la régression pour la période de 1976 à 2008. Le premier ensemble de régressions détermine un rapport positif entre le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et le taux de chômage (0,11 et significatif)²³. À long terme, une augmentation de 10 % du taux de chômage fait augmenter de 1,1 % le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société. Par ailleurs, les régressions n'indiquent pas de rapport entre le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et le PIB réel.

Le deuxième ensemble de régressions du tableau 5 montre un rapport positif entre le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société et le PIB réel. Par ailleurs, le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société ne comporte pas de lien significatif avec le taux de chômage. À long terme, une augmentation de 10 % du PIB réel fait augmenter le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société de 0,60 %.

5 Conclusion

Le présent document examine l'évolution du secteur des entreprises non constituées en société de 1987 à 2005, à partir du nombre de travailleurs autonomes et du produit intérieur brut (PIB) du secteur. Il analyse en outre comment les taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et dans les sociétés sont liés à la situation macroéconomique.

Comment le PIB des entreprises non constituées en société a-t-il changé de 1987 à 2005?

- En 1987, la contribution des entreprises non constituées en société au PIB se chiffrait à 43,7 milliards de dollars, mais en 2005, elle atteignait presque le double, soit 93,2 milliards de dollars.
- Le PIB des entreprises non constituées en société (augmentant de 4,7 % par année de 1987 à 1997) a suivi le PIB des sociétés tout au long de la majorité des années 1990, mais a connu une hausse plus lente entre 1997 et 2005 (3,8 % par année) par rapport au PIB des sociétés (6,4 % par année).
- Les parts du PIB représentées par les entreprises non constituées en société sont passées aux industries de services. La part du PIB de ces industries a augmenté, passant de 67,8 % du PIB en 1987 à 76,5 % en 2005. Le PIB des entreprises non constituées en société découlant des industries de services a plus que doublé, passant de 29,6 milliards de dollars en 1987 à 71,3 milliards de dollars en 2005.
- Une part importante des hausses du PIB des entreprises non constituées en société dans le secteur de services a été le fait de services professionnels, des services administratifs, des

23. Lin, Yates et Picot (1999, p. 10–11) ont utilisé les données d'une période antérieure et ont déterminé qu'au Canada, « en moyenne, on constate qu'un accroissement de 1 % du taux de chômage est associé à une diminution de 0,05 % du niveau d'emploi autonome global et à une diminution de 0,06 % du taux d'emploi autonome global ». Ces auteurs n'ont pas examiné le groupe des entreprises non constituées en société séparément. Par contre, Aaronson, Rissman et Sullivan (2004) ont déterminé qu'aux États-Unis, de 2002 à 2003, une augmentation de 10 % du taux de chômage d'état augmente le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société de 0,4 % à 0,7 %, une constatation qui correspond davantage aux nôtres.

finances et de la santé. Les finances, la santé et les services professionnels ont été à l'origine d'un peu plus de 40 % du PIB des entreprises non constituées en société en 1987, et d'un peu plus de la moitié du PIB des entreprises non constituées en société en 2005.

- Le passage des industries produisant des biens aux industries de services (changement de composition dans la structure des industries) a été plus marqué pour les entreprises non constituées en société que les sociétés. La part du PIB des sociétés attribuable aux industries de services est passée de 51,3 % en 1987 à 54,6 % en 2005.

Comment le travail autonome dans les entreprises non constituées en société a-t-il changé au cours de la période de 1987 à 2005?

- La croissance de l'ensemble du travail autonome de 1987 à 2005 s'est située à 2,2 % en moyenne par année, soit 812 500 emplois, et a dépassé la croissance de l'emploi pour les travailleurs rémunérés (qui s'est située en moyenne à 1,4 %).
- Le travail autonome dans les entreprises non constituées en société a été à l'origine de la majeure partie des emplois créés dans le secteur des entreprises (409 400 emplois) de 1990 à 1998. La création d'emplois a toutefois diminué de façon marquée de 2000 à 2005 pour le secteur des entreprises non constituées en société. Le travail autonome dans les entreprises constituées en société, par ailleurs, a continué d'augmenter de 2000 à 2005, 178 900 emplois ayant été créés.
- Comme c'était le cas pour le PIB, le changement de composition dans la structure des industries des travailleurs autonomes, c'est-à-dire le passage des industries produisant des biens aux industries de services, a été plus marqué pour les entreprises non constituées en société que pour les entreprises constituées en société. La part du travail autonome des entreprises non constituées en société est passée de 63,4 % en 1987 à 74,6 % en 2005, tandis que la part du travail autonome des entreprises constituées en société est passée de 68,4 % en 1987 à 70,6 % en 2005. L'augmentation de la part du travail autonome dans les entreprises de services non constituées en société a touché principalement les services professionnels, les services aux entreprises et autres services de soutien, les finances, les services d'enseignement, la santé et l'information.

Comment les changements dans le climat macroéconomique ont-ils été liés au taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société et dans les sociétés?

- En général, les deux composantes du travail autonome réagissent très différemment au climat macroéconomique.
- Le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société était corrélé de façon positive au taux de chômage. Le taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société a augmenté tout au long de la majorité des années 1990 puis, après 2000, est revenu à des taux similaires à ceux notés dans les années 1970. Le modèle historique laisse supposer que de nombreuses entreprises non constituées en société le sont lorsque le marché du travail est plus faible (comme en font foi les taux de chômage élevés), et disparaissent par la suite lorsque la situation du marché du travail s'améliore.

- Le taux de travail autonome dans les entreprises constituées en société était étroitement associé avec la tendance sous-jacente du PIB réel, mais pas avec le chômage.

Annexe A Méthodologie – Pour la période de 1997 à 2005

A.1 Variables

Les estimations des agrégations du produit intérieur brut (PIB) des secteurs des entreprises constituées en société et des entreprises et non constituées en société ont été préparées de la façon suivante.

Produit intérieur brut du secteur des entreprises constituées en société

Revenu du travail + excédent d'exploitation (p. ex., consommation de capital) + autres impôts sur la production – autres subventions à la production.

Produit intérieur brut du secteur des entreprises non constituées en société

Revenu du travail + revenu mixte + autre excédent d'exploitation (p. ex., consommation de capital) + autres impôts sur la production – autres subventions à la production.

Dans les comptes d'entrées-sorties du Canada, les principales agrégations du PIB (c.-à-d. le revenu du travail et l'autre excédent d'exploitation) ont été rapprochées avec les comptes des revenus et des dépenses (CRD). Dans le présent document, les composantes de l'autre excédent d'exploitation n'ont pas été rapprochées avec les CRD et sont fondées sur les calculs de l'auteur. Tous les calculs sont exposés ci-après. Les estimations ont été obtenues à partir des comptes d'entrées-sorties pour les années 1997 (finales), 1998 (finales), 1999 (finales), 2000 (finales), 2001 (finales), 2002 (finales), 2003 (finales), 2004 (finales) et 2005 (provisoires).

A.2 Industries

Les estimations ont été préparées au niveau d'agrégation S (25 groupes d'industrie), mais pour les industries non constituées en société plus importantes, les estimations ont été préparées au niveau W (300 industries), puis agrégées au niveau S. Les logements occupés par leurs propriétaires ne sont pas inclus dans les estimations pour le secteur des entreprises non constituées en société de l'étude. En ce qui a trait au traitement des logements occupés par leurs propriétaires, selon le Système de comptabilité nationale (SCN) de 1993 : « Le rapport entre le nombre de logements occupés par leurs propriétaires et le nombre de ceux qui sont loués peut varier fortement d'un pays à l'autre et même, sur une courte période de temps, dans un même pays; par conséquent, les comparaisons, d'un pays à l'autre ou d'une période à l'autre, de la production et de la consommation des services de logement pourraient être faussées, si aucune imputation n'était faite pour la valeur des services de logement produits pour compte propre. » (SCN de 1993, paragraphe 6.29).

Les soins de santé et l'assistance sociale au niveau S ont été désagrégés en cinq industries de niveau W, y compris les cabinets de médecins et cabinets de dentistes; les industries des finances (niveau S) en treize industries de niveau W, y compris les bailleurs de biens immobiliers et les bureaux d'agents et de courtiers immobiliers; le transport et l'entreposage (niveau S) en quatre industries de niveau W, y compris le transport par camion et les services de taxi et de limousine;

et les services d'hébergement et de restauration (niveau S), en trois industries de niveau W, y compris les services de restauration et débits de boissons.

A.3 Sources des données

Les données sont tirées d'une gamme variée de sources. L'analyse porte sur les taux de croissance, le ratio du PIB (et de ses composantes) à la production brute et la part du PIB par rapport au total de l'industrie. Certaines données sur la production brute et le PIB ont été tirées de fiches de travail d'analystes du SCN, notamment pour les cabinets de médecins, les cabinets de dentistes, les bailleurs de biens immobiliers, l'agriculture, l'exploitation minière et l'extraction de pétrole et de gaz, et les services publics. Dans le cas des autres industries, les estimations ont été élaborées à partir des mêmes sources de données que celles utilisées pour la production des comptes d'entrées-sorties du Canada.

Dans le cas du secteur des entreprises non constituées en société, les données ont été tirées du fichier de l'univers T1 de l'Agence du revenu du Canada, des T1 de Statistique Canada (Programme des estimations fiscales [PEF])²⁴, des fiches de travail des analystes du SCN et de la partie T1 des diverses enquêtes de Statistique Canada. Ces enquêtes sont énumérées ci-après :

- Recensement de l'agriculture;
- Enquête unifiée auprès des entreprises (EUE), y compris le commerce de détail, le commerce de gros, la fabrication, la foresterie, les comptables et les services de restauration;
- enquêtes sur le transport, y compris les transporteurs routiers de marchandises, les messageries et services locaux de messagers et les services de taxi et de limousine;
- diverses enquêtes sur les services, y compris la réparation de véhicules automobiles, les salons de beauté, les salons de coiffure unisexes et les salons de barbier.

Dans le cas de la production brute, les données ont été tirées du fichier de l'univers T1, les revenus bruts du PEF, et les revenus d'exploitation de la partie T1 des enquêtes de Statistique Canada et des fiches de travail fournies par les analyses du SCN. Diverses tendances touchant les travailleurs autonomes propriétaires d'entreprises non constituées en société tirées de l'Enquête sur la population active (EPA) ont servi à produire les estimations de la production brute. On a aussi utilisé les données sur l'emploi et les heures travaillées pour les travailleurs autonomes et les employés rémunérés produites par la Division de l'analyse microéconomique (DAME).

En ce qui a trait au PIB, les données ont été tirées des composantes du PIB du PEF, des composantes du PIB de la partie T1 des enquêtes de Statistique Canada et des fiches de travail fournies par les analystes du SCN. Le revenu mixte a été utilisé « tel quel », à partir des comptes d'entrées-sorties publiés. Les estimations des autres impôts sur la production, des autres subventions à la production, des créances, des rajustements au titre de l'excédent financier et des logiciels, de même que des « rentes et redevances des ressources », ont été fondées sur leurs proportions respectives de la production brute.

24. Les estimations du Programme des estimations fiscales de la Division de la méthodologie sont fondées sur un échantillon de données T1 de l'Agence du revenu du Canada.

Les estimations pour les sociétés ont été tirées de la partie T2 des enquêtes de Statistique Canada énumérées précédemment. Certaines données sur la vente de biens et de services dans les établissements tirées de l'Index général des renseignements financiers (IGRF) ont été analysées, afin de déterminer la tendance de la production brute pour les industries du secteur des entreprises constituées en société. Cela a servi de base pour l'estimation de la production brute pour le secteur des sociétés, tandis que la partie pour le secteur des entreprises non constituées en société a été calculée de façon résiduelle. On a procédé ainsi pour les médecins et les dentistes, divers secteurs de la construction, les comptables et les avocats.

Les composantes de l'intérêt et de la dépréciation de l'excédent d'exploitation pour le secteur des entreprises constituées en société ont été calculées à partir de la partie T2 des enquêtes de Statistique Canada, de l'IGRF, des statistiques financières et fiscales annuelles de la Division de l'organisation et des finances de l'industrie (DOFI) et des fiches de travail des analystes. Des estimations combinées de la dépréciation pour les deux secteurs ont par la suite été comparées avec la dépréciation géométrique selon l'industrie de la Division de l'investissement et du stock de capital, afin de déterminer le niveau et la croissance appropriés.

A.4 Limites des données

Sources de données dans lesquelles des données sont manquantes pour certaines années

- Les données de l'IGRF ne sont pas disponibles avant 1999.
- Les données des diverses enquêtes de l'EUE ne sont pas disponibles avant 1999.
- Les données du PEF T1 ne sont pas disponibles pour 1997, et celles sur les paiements d'intérêt ne sont pas disponibles pour 1998.
- Les données sur les créances, ainsi que les rajustements au titre de l'excédent financier et des logiciels ne sont pas disponibles pour 1997 et 1998.

Qualité des données

- Il existe une rupture dans les données de la DOFI entre 1998, la dernière année d'utilisation des codes de la Classification type des industries, et 1999, la première année d'utilisation des codes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord.
- Les données de l'univers T1 ont surestimé les revenus bruts des avocats et des comptables, en raison du dénombrement en double des revenus des sociétés en nom collectif.

Les problèmes de données manquantes et les autres problèmes de qualité des données ont fait l'objet d'une analyse et d'un examen soigneux. On a notamment utilisé le ratio du PIB (y compris ses diverses composantes) à la production brute des années précédentes pour déplacer les valeurs du PIB pour la période courante, ou on a établi la tendance de la production brute des diverses industries du secteur des entreprises non constituées en société et à partir des données sur l'emploi et les heures travaillées de l'EPA ou de la DAME.

Annexe B Méthodologie – Pour la période de 1987 à 1997

Tableau B-1

Méthodologie, et données employées pour estimer le secteur des entreprises non constituées en société, 1987 à 1997

| Système de classification des industries de l'Amérique du Nord [SCIAN]1,5 | Niveau | | | | | | | | | | | Part du PIB du secteur des entreprises |
|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|--|
| | 1987 | 1988 | 1989 | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1997 |
| | millions | | | | | | | | | | | pourcentage |
| Revenu mixte | | | | | | | | | | | | |
| Total industries | 32 745,8 | 36 395,8 | 36 841,8 | 37 596,8 | 38 875,4 | 41 132,7 | 44 085,2 | 46 185,9 | 49 065,7 | 53 102,6 | 56 325,6 | ... |
| Cultures agricoles et élevage [1A] | 1 985,0 | 3 283,0 | 1 987,0 | 2 053,0 | 1 854,0 | 1 727,0 | 2 017,0 | 1 255,0 | 2 702,1 | 3 825,0 | 1 662,5 | 23,6 |
| Foresterie et exploitation forestière [1B] | 320,0 | 340,7 | 395,1 | 381,8 | 368,2 | 373,0 | 376,5 | 439,3 | 441,2 | 464,9 | 481,9 | 6,3 |
| Pêche, chasse et piégeage [1C] | 690,4 | 585,5 | 483,8 | 454,9 | 443,7 | 474,4 | 545,7 | 566,2 | 632,6 | 513,0 | 472,5 | 80,3 |
| Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie [1D] | 122,0 | 138,2 | 146,8 | 157,7 | 171,3 | 186,0 | 197,6 | 218,7 | 226,4 | 245,0 | 99,7 | 69,3 |
| Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz [21] | 79,9 | 93,5 | 99,8 | 123,8 | 127,1 | 119,1 | 118,1 | 125,0 | 130,0 | 136,9 | 152,6 | 52,9 |
| Services publics [22] | 0,6 | 0,7 | 0,8 | 0,7 | 0,7 | 1,4 | 1,2 | 0,8 | 0,9 | 0,0 | 0,6 | 10,1 |
| Construction [23] | 3 284,8 | 3 516,7 | 3 778,7 | 3 660,7 | 3 376,6 | 3 619,6 | 3 788,4 | 4 059,8 | 3 804,8 | 4 081,3 | 4 665,6 | 72,2 |
| Fabrication [3A] | 231,0 | 247,3 | 255,1 | 242,3 | 246,0 | 231,2 | 270,0 | 309,7 | 346,6 | 354,9 | 392,0 | 54,8 |
| Commerce de gros [41] | 453,0 | 456,6 | 464,7 | 495,1 | 405,3 | 442,9 | 462,6 | 519,5 | 598,5 | 652,0 | 716,5 | 55,9 |
| Commerce de détail [4A] | 1 987,1 | 2 195,0 | 2 156,5 | 2 183,3 | 2 563,8 | 2 692,9 | 3 048,3 | 2 509,5 | 2 558,9 | 2 731,9 | 2 853,0 | 63,7 |
| Transport et entreposage [4B] | 1 090,2 | 1 215,6 | 1 383,3 | 1 489,8 | 1 417,7 | 1 615,7 | 1 816,1 | 1 806,4 | 1 692,4 | 1 768,7 | 2 033,9 | 62,2 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle [51] | 7,0 | 9,5 | 8,3 | 16,1 | 9,3 | 8,3 | 18,3 | 16,9 | 22,5 | 23,0 | 101,6 | 73,2 |
| Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail [5A] ¹ | 1 172,8 | 1 375,4 | 1 383,6 | 1 347,9 | 1 488,7 | 1 663,4 | 1 962,4 | 2 409,2 | 2 434,5 | 3 001,3 | 3 801,3 | 36,5 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques [54] | 2 595,1 | 3 054,1 | 3 392,0 | 3 503,9 | 3 563,2 | 3 610,6 | 3 642,7 | 3 771,8 | 4 023,9 | 4 224,1 | 4 892,8 | 65,9 |
| Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement [56] | 763,4 | 1 000,6 | 1 155,0 | 1 199,9 | 1 109,8 | 1 153,8 | 1 276,5 | 1 396,7 | 1 474,2 | 1 564,9 | 1 513,4 | 79,0 |
| Services d'enseignement [61] | 134,5 | 142,5 | 149,0 | 169,7 | 179,2 | 187,3 | 190,6 | 190,4 | 190,0 | 477,5 | 564,6 | 69,4 |
| Soins de santé et assistance sociale [62] | 6 086,1 | 6 592,4 | 7 187,4 | 7 650,4 | 8 394,7 | 8 800,2 | 8 823,2 | 9 063,5 | 9 119,0 | 8 941,9 | 9 126,9 | 75,5 |
| Arts, spectacles et loisirs [71] | 217,8 | 257,4 | 270,6 | 239,7 | 253,5 | 258,1 | 302,9 | 294,1 | 306,0 | 316,1 | 473,7 | 77,6 |
| Hébergement et services de restauration [72] | 727,8 | 824,3 | 907,0 | 918,8 | 1 025,1 | 1 045,9 | 1 094,1 | 1 140,1 | 1 136,9 | 1 112,1 | 980,8 | 57,5 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) [81] | 726,4 | 806,6 | 896,4 | 899,3 | 868,5 | 887,7 | 922,1 | 980,1 | 1 059,2 | 1 151,3 | 1 250,5 | 63,5 |
| Produit intérieur brut | | | | | | | | | | | | |
| Cultures agricoles et élevage [1A] | 10 418,0 | 10 802,0 | 11 739,0 | 12 270,0 | 11 981,0 | 11 774,0 | 11 959,0 | 12 117,0 | 13 164,0 | 14 819,0 | 12 756,0 | .. |
| Bailleurs de biens immobiliers [5A03] | 17 545,0 | 18 842,0 | 21 444,0 | 23 266,0 | 25 277,0 | 25 293,0 | 25 734,0 | 25 840,0 | 26 307,0 | 27 628,0 | 29 341,0 | .. |

1. Ne tient pas compte des logements occupés par le propriétaire.

Source : CANSIM tableaux 381-0013 et 379-0023.

Les estimations du PIB pour le secteur des entreprises non constituées en société ont été établies grâce à une extrapolation rétrospective du niveau du PIB en 1997 (tableau 2), à partir de la composante du revenu mixte du PIB pour les entreprises non constituées en société, le revenu mixte représentant plus des deux tiers du PIB. Les finances et l'agriculture ont été traitées différemment.

Dans le cas du secteur des finances (qui comprend principalement les bailleurs de biens immobiliers) et de l'agriculture, les autres composantes du PIB (principalement les paiements d'intérêts et la dépréciation) ont représenté plus des deux tiers du PIB. La croissance du PIB dans l'ensemble de l'industrie, à la fois pour les bailleurs de biens immobiliers et l'agriculture, a été utilisée pour extrapoler de façon rétrospective les résultats à partir de 1997. On a adopté cette approche parce que le PIB englobe une mesure plus large du revenu qui comprend la dépréciation et les paiements d'intérêts.

Annexe C Produit intérieur brut des entreprises non constituées en société

Tableau C-1

Produit intérieur brut des entreprises non constituées en société pour certaines industries ordonné selon la taille, 1997 à 2005

| Groupe d'industries | Niveau | | | | | | | | | Croissance Annuelle moyenne |
|--|---------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------------------------------|
| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 1997/2005 |
| | millions de dollars | | | | | | | | | pourcentage |
| Toutes les industries | 69 219 | 71 843 | 75 406 | 78 700 | 80 335 | 83 254 | 88 012 | 92 827 | 93 159 | 3,8 |
| Industries productrices de biens | 17 196 | 17 311 | 17 938 | 17 756 | 18 206 | 18 856 | 20 575 | 23 107 | 21 851 | 3,0 |
| Industries productrices de services | 52 023 | 54 532 | 57 468 | 60 944 | 62 129 | 64 398 | 67 437 | 69 720 | 71 308 | 4,0 |
| Finance, assurances, services immobiliers et service de location et de location à bail | 15 566 | 16 433 | 17 067 | 17 726 | 17 548 | 17 932 | 19 497 | 20 067 | 20 794 | 3,7 |
| Bailleurs de biens immobiliers | 13 674 | 14 438 | 14 853 | 15 240 | 15 008 | 15 338 | 16 862 | 17 101 | 17 550 | 3,2 |
| Agences courtiers et autres services d'assurance | 861 | 894 | 1 000 | 1 196 | 1 192 | 503 | 565 | 447 | 500 | -6,6 |
| Bureau d'agents/de courtiers immobiliers | 792 | 896 | 903 | 935 | 1 059 | 1 654 | 1 669 | 1 902 | 2 031 | 12,5 |
| Soins de santé et assistance sociale | 12 163 | 12 438 | 13 011 | 13 898 | 14 830 | 15 528 | 16 108 | 16 779 | 16 981 | 4,3 |
| Cabinets de médecins | 6 785 | 6 990 | 7 313 | 7 662 | 8 127 | 8 583 | 9 088 | 9 657 | 9 741 | 4,6 |
| Cabinets de dentistes | 2 454 | 2 615 | 2 712 | 2 948 | 2 970 | 3 048 | 3 029 | 2 965 | 2 871 | 2,0 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 7 542 | 8 258 | 9 179 | 10 111 | 10 195 | 10 551 | 10 938 | 11 405 | 11 622 | 5,6 |
| Construction | 6 903 | 7 042 | 7 323 | 7 582 | 8 025 | 8 900 | 10 184 | 11 349 | 12 239 | 7,4 |
| Cultures agricoles et élevage | 7 718 | 7 751 | 7 787 | 7 329 | 7 405 | 7 227 | 7 641 | 8 953 | 6 998 | -1,2 |
| Commerce de détail | 4 604 | 4 807 | 5 199 | 5 446 | 5 548 | 5 787 | 5 606 | 5 819 | 5 822 | 3,0 |
| Transport et entreposage | 3 441 | 3 784 | 3 615 | 3 636 | 3 654 | 3 722 | 3 782 | 3 838 | 3 943 | 1,7 |
| Transport par camion | 2 490 | 2 803 | 2 626 | 2 668 | 2 777 | 2 787 | 2 885 | 3 034 | 3 091 | 2,7 |
| Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement | 1 964 | 2 016 | 2 186 | 2 446 | 2 645 | 2 862 | 3 310 | 3 426 | 3 574 | 7,8 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) | 2 018 | 2 090 | 2 277 | 2 391 | 2 522 | 2 626 | 2 677 | 2 712 | 2 836 | 4,3 |
| Hébergement et services de restauration | 1 759 | 1 603 | 1 511 | 1 618 | 1 576 | 1 740 | 1 759 | 1 824 | 1 802 | 0,3 |
| Services de restauration et débits de boissons | 1 306 | 1 191 | 1 078 | 1 179 | 1 158 | 1 232 | 1 249 | 1 262 | 1 263 | -0,4 |
| Commerce de gros | 1 336 | 1 428 | 1 638 | 1 728 | 1 551 | 1 500 | 1 554 | 1 561 | 1 538 | 1,8 |
| Services d'enseignement | 841 | 910 | 1 004 | 1 071 | 1 123 | 1 180 | 1 184 | 1 221 | 1 291 | 5,5 |
| Fabrication | 741 | 742 | 861 | 947 | 874 | 802 | 816 | 788 | 812 | 1,2 |
| Foresterie et exploitation forestière | 782 | 733 | 777 | 768 | 775 | 824 | 805 | 852 | 775 | -0,1 |
| Arts, spectacles et loisirs | 642 | 551 | 547 | 629 | 698 | 734 | 750 | 783 | 802 | 2,8 |
| Pêche, chasse et piégeage | 603 | 553 | 703 | 672 | 621 | 632 | 649 | 644 | 558 | -1,0 |
| Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz | 297 | 333 | 306 | 265 | 285 | 255 | 255 | 273 | 278 | -0,8 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | 147 | 214 | 234 | 244 | 239 | 236 | 272 | 285 | 303 | 9,5 |
| Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie | 145 | 153 | 164 | 174 | 195 | 197 | 207 | 231 | 175 | 2,4 |
| Services publics | 7 | 4 | 17 | 19 | 26 | 19 | 18 | 17 | 16 | 10,9 |

Note : Le taux de croissance annuel moyen est le taux de croissance composé calculé en comparant les points finaux de la période.

Source : Statistique Canada, tiré des calculs de l'auteur.

Annexe D PIB des sociétés

Tableau D-1

Produit intérieur brut des sociétés pour certaines industries ordonné selon la taille, 1997 à 2005

| Groupe d'industries | Niveau | | | | | | | | | Croissance annuelle moyenne |
|--|---------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-----------------------------------|
| | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 1997/2005 |
| | millions de dollars | | | | | | | | | pourcentage |
| Toutes les industries | 542 900 | 564 916 | 616 332 | 690 985 | 712 266 | 732 443 | 773 686 | 830 816 | 893 124 | 6,4 |
| Industries productrices de biens | 247 268 | 250 446 | 280 240 | 328 639 | 324 875 | 325 083 | 345 278 | 371 161 | 405 361 | 6,4 |
| Industries productrices de services | 295 632 | 314 470 | 336 092 | 362 346 | 387 391 | 407 360 | 428 408 | 459 655 | 487 763 | 6,5 |
| Fabrication | 141 525 | 149 334 | 169 445 | 186 515 | 179 061 | 181 917 | 179 821 | 185 622 | 184 911 | 3,4 |
| Finance, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail | 76 261 | 79 454 | 84 182 | 90 546 | 97 837 | 101 456 | 105 931 | 113 962 | 119 544 | 5,8 |
| Bailleurs de biens immobiliers | 15 667 | 15 466 | 17 866 | 16 791 | 18 491 | 18 983 | 19 014 | 19 612 | 20 555 | 3,5 |
| Agences courtiers et autres services d'assurance | 3 067 | 3 116 | 3 010 | 3 268 | 3 673 | 4 715 | 4 607 | 5 217 | 5 294 | 7,1 |
| Bureau d'agents/de courtiers immobiliers | 2 651 | 2 815 | 3 124 | 3 440 | 4 180 | 4 565 | 5 028 | 5 875 | 6 647 | 12,2 |
| Commerce de gros | 42 355 | 44 020 | 46 619 | 49 204 | 51 800 | 53 716 | 57 306 | 62 376 | 66 326 | 5,8 |
| Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz | 33 639 | 27 101 | 34 161 | 60 641 | 59 157 | 53 233 | 71 290 | 85 114 | 110 784 | 16,1 |
| Commerce de détail | 37 618 | 40 754 | 42 616 | 45 865 | 48 879 | 52 651 | 57 412 | 60 568 | 63 741 | 6,8 |
| Construction | 36 093 | 37 116 | 38 902 | 42 066 | 46 186 | 48 875 | 50 997 | 56 619 | 63 647 | 7,3 |
| Transport et entreposage | 34 683 | 35 959 | 38 163 | 40 261 | 42 716 | 43 951 | 44 446 | 46 861 | 51 309 | 5,0 |
| Transport par camion | 7 770 | 8 564 | 8 946 | 9 533 | 10 877 | 10 969 | 11 027 | 11 839 | 13 395 | 7,0 |
| Services professionnels, scientifiques et techniques | 22 570 | 26 213 | 28 546 | 33 456 | 35 879 | 37 649 | 40 293 | 42 705 | 46 141 | 9,4 |
| Industrie de l'information et industrie culturelle | 25 939 | 28 053 | 30 086 | 31 906 | 33 965 | 36 080 | 37 767 | 41 196 | 42 876 | 6,5 |
| Services publics | 25 435 | 24 941 | 25 213 | 26 222 | 27 013 | 27 295 | 29 465 | 29 119 | 31 347 | 2,6 |
| Hébergement et services de restauration | 17 712 | 18 950 | 20 417 | 21 645 | 22 423 | 23 476 | 23 454 | 24 906 | 26 226 | 5,0 |
| Services de restauration et débits de boissons | 11 391 | 12 099 | 13 371 | 14 185 | 14 792 | 15 497 | 15 636 | 16 538 | 17 298 | 5,4 |
| Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement | 13 361 | 14 653 | 16 531 | 17 921 | 19 862 | 21 920 | 23 218 | 25 506 | 27 819 | 9,6 |
| Autres services (sauf les administrations publiques) | 11 387 | 11 923 | 13 080 | 14 125 | 15 137 | 16 026 | 16 772 | 17 877 | 18 938 | 6,6 |
| Soins de santé et assistance sociale | 8 048 | 8 472 | 9 195 | 10 058 | 10 910 | 11 694 | 12 795 | 13 997 | 15 183 | 8,3 |
| Cabinets de médecins | 1 804 | 1 896 | 2 072 | 2 406 | 2 775 | 2 968 | 3 411 | 3 575 | 3 936 | 10,2 |
| Cabinets de dentistes | 1 004 | 1 128 | 1 212 | 1 271 | 1 518 | 1 687 | 1 929 | 2 253 | 2 530 | 12,2 |
| Cultures agricoles et élevage | 5 038 | 6 052 | 6 656 | 7 132 | 7 764 | 7 385 | 7 690 | 8 132 | 7 834 | 5,7 |
| Arts, spectacles et loisirs | 5 036 | 5 194 | 5 725 | 6 380 | 6 965 | 7 613 | 7 841 | 8 428 | 8 292 | 6,4 |
| Foresterie et exploitation forestière | 4 691 | 4 976 | 4 712 | 4 811 | 4 354 | 4 971 | 4 519 | 5 088 | 5 203 | 1,3 |
| Services d'enseignement | 662 | 825 | 932 | 979 | 1 018 | 1 128 | 1 173 | 1 273 | 1 368 | 9,5 |
| Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie | 603 | 649 | 826 | 873 | 894 | 922 | 975 | 980 | 1 096 | 7,8 |
| Pêche, chasse et piégeage | 244 | 277 | 325 | 379 | 446 | 485 | 521 | 487 | 539 | 10,4 |

Note : Le taux de croissance annuel moyen est le taux de croissance composé calculé en comparant les points finaux de la période.

Source : Statistique Canada, tiré des calculs de l'auteur.

Annexe E Méthodologie et analyse du travail autonome et des heures travaillées dans le secteur des entreprises non constituées en société

E.1 Méthodologie

La série sur l'emploi et les heures travaillées de 1987 à 2005 comprend les travailleurs autonomes propriétaires et ceux qui travaillent pour ces propriétaires comme employés rémunérés. Les données sur les heures travaillées pour les travailleurs autonomes propriétaires sont obtenues directement auprès du Programme de la productivité du travail de Statistique Canada (PPTSC) relativement au travail autonome des propriétaires d'entreprises agricoles, d'entreprises ou de pratiques professionnelles non constituées en société.

Les données sur l'emploi des propriétaires travailleurs autonomes sont obtenues à partir de l'Enquête sur la population active (EPA). L'emploi des employés rémunérés a été estimé grâce à l'application de la part du revenu du travail des entreprises non constituées en société pour la dernière année, soit 1997, aux données de l'EPA concernant l'emploi dans le secteur privé des employés rémunérés. Les heures de travail des employés rémunérés ont été estimées grâce à l'application de la part non constituée en société du revenu du travail pour la dernière année, soit 1997, aux données du PPTSC sur l'emploi dans le secteur privé des employés rémunérés. Ces deux composantes (travail autonome et travail rémunéré) ont été additionnées pour obtenir l'emploi et les heures de travail pour le secteur des entreprises non constituées en société.

Parallèlement, l'estimation de l'emploi pour le secteur des sociétés comprend à la fois les travailleurs autonomes propriétaires de sociétés et les employés rémunérés des sociétés. Les données sur le premier groupe ont été obtenues directement à partir de l'EPA. Le deuxième groupe a été estimé de façon résiduelle, en soustrayant l'estimation du secteur des entreprises non constituées en société de l'emploi dans le secteur privé des employés rémunérés de l'EPA. Elles ont par la suite été additionnées pour obtenir l'emploi total et les heures travaillées dans les sociétés.

E.2 Tendances des heures travaillées dans les entreprises non constituées en société

Les heures travaillées dans les entreprises non constituées en société ont suivi une tendance similaire à l'emploi de 1987 à 2005. Elles ont été élevées au cours des années 1990, puis ont diminué légèrement dans les années 2000 (tableau 7).

Des baisses dignes de mention se sont produites dans l'agriculture et le commerce de détail. Dans le cas de l'agriculture, les heures travaillées ont diminué de 300 millions de 1987 à 2005, et la part des heures travaillées dans le secteur des entreprises non constituées en société a diminué d'environ 50 % (passant de 28,4 % en 1987 à 14,6 % en 2005). Dans le secteur du commerce de détail, on a noté des baisses marquées depuis 1999 : 4,7 % en moyenne.

De 1987 à 2005, on a noté des hausses dignes de mention des heures travaillées dans les entreprises non constituées en société, et particulièrement dans les industries de services. De nombreuses industries de services ont vu leur part dans les entreprises non constituées en société au total augmenter, la hausse la plus forte ayant touché les services professionnels, qui sont

passés de 9,2 % de l'ensemble des entreprises non constituées en société en 1987 à 14 % en 2005. Les autres industries où une augmentation s'est produite sont la santé, les services administratifs et les finances. Une hausse digne de mention dans les industries produisant des biens a touché la construction.

Tableau E-1
Heures travaillées pour les entreprises non constituées en société

| Industrie | Heures travaillées | | | Croissance annuelle moyenne | | | Part des heures travaillées totales | | |
|---|--------------------|---------|---------|-----------------------------|-----------|-----------|-------------------------------------|-------|-------|
| | 1987 | 1999 | 2005 | 1987/2005 | 1987/1999 | 1999/2005 | 1987 | 1999 | 2005 |
| | millions d'heures | | | pourcentage | | | | | |
| Foresterie | 22,3 | 21,5 | 17,2 | -1,4 | -0,3 | -3,7 | 0,8 | 0,6 | 0,5 |
| Pêche | 36,8 | 30,9 | 14,8 | -5,0 | -1,5 | -11,6 | 1,3 | 0,9 | 0,4 |
| Agriculture et activités de soutien | 822,3 | 724,1 | 520,1 | -2,5 | -1,1 | -5,4 | 28,4 | 20,0 | 14,6 |
| Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz | 3,5 | 11,8 | 10,9 | 6,5 | 10,7 | -1,3 | 0,1 | 0,3 | 0,3 |
| Services publics | 0,9 | 0,6 | 1,1 | 0,9 | -3,8 | 10,9 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| Construction | 253,0 | 310,8 | 376,4 | 2,2 | 1,7 | 3,2 | 8,7 | 8,6 | 10,6 |
| Fabrication | 92,5 | 100,3 | 137,3 | 2,2 | 0,7 | 5,4 | 3,2 | 2,8 | 3,9 |
| Commerce de gros | 54,0 | 84,8 | 74,7 | 1,8 | 3,8 | -2,1 | 1,9 | 2,3 | 2,1 |
| Commerce de détail | 310,8 | 357,0 | 268,3 | -0,8 | 1,2 | -4,7 | 10,7 | 9,8 | 7,5 |
| Transport | 144,2 | 204,9 | 192,6 | 1,6 | 3,0 | -1,0 | 5,0 | 5,6 | 5,4 |
| Services d'information | 30,4 | 56,7 | 32,0 | 0,3 | 5,3 | -9,1 | 1,0 | 1,6 | 0,9 |
| Finances | 78,1 | 165,9 | 200,0 | 5,4 | 6,5 | 3,2 | 2,7 | 4,6 | 5,6 |
| Services professionnels | 266,3 | 464,2 | 500,0 | 3,6 | 4,7 | 1,2 | 9,2 | 12,8 | 14,0 |
| Services administratifs | 45,7 | 112,6 | 178,8 | 7,9 | 7,8 | 8,0 | 1,6 | 3,1 | 5,0 |
| Enseignement | 44,2 | 42,0 | 50,2 | 0,7 | -0,4 | 3,0 | 1,5 | 1,2 | 1,4 |
| Santé | 275,5 | 425,8 | 470,9 | 3,0 | 3,7 | 1,7 | 9,5 | 11,7 | 13,2 |
| Arts et loisirs | 60,1 | 76,4 | 99,2 | 2,8 | 2,0 | 4,4 | 2,1 | 2,1 | 2,8 |
| Hébergement et services de restauration | 155,4 | 173,4 | 148,5 | -0,3 | 0,9 | -2,5 | 5,4 | 4,8 | 4,2 |
| Autres services | 204,2 | 265,9 | 269,2 | 1,5 | 2,2 | 0,2 | 7,0 | 7,3 | 7,6 |
| Total du secteur des entreprises non constituées en société | 2 900,4 | 3 629,5 | 3 562,1 | 1,1 | 1,9 | -0,3 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

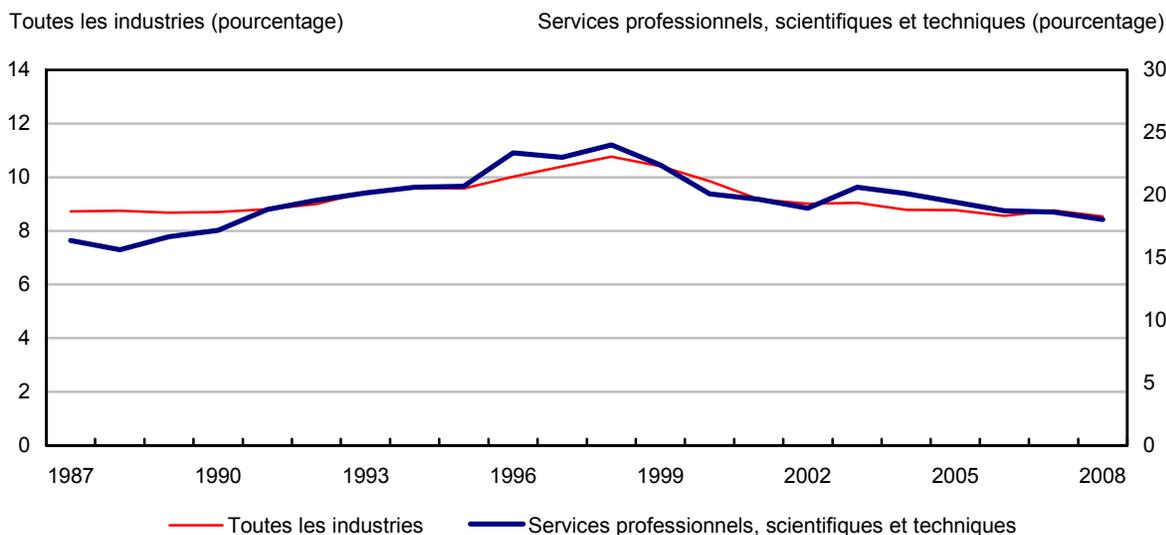
Note : Le taux de croissance annuel moyen est le taux de croissance composé calculé en comparant les points finaux de la période.

Source : Statistique Canada, tiré des calculs de l'auteur.

Annexe F Taux de travail autonome dans les entreprises non constituées en société selon l'industrie

Graphique F-1

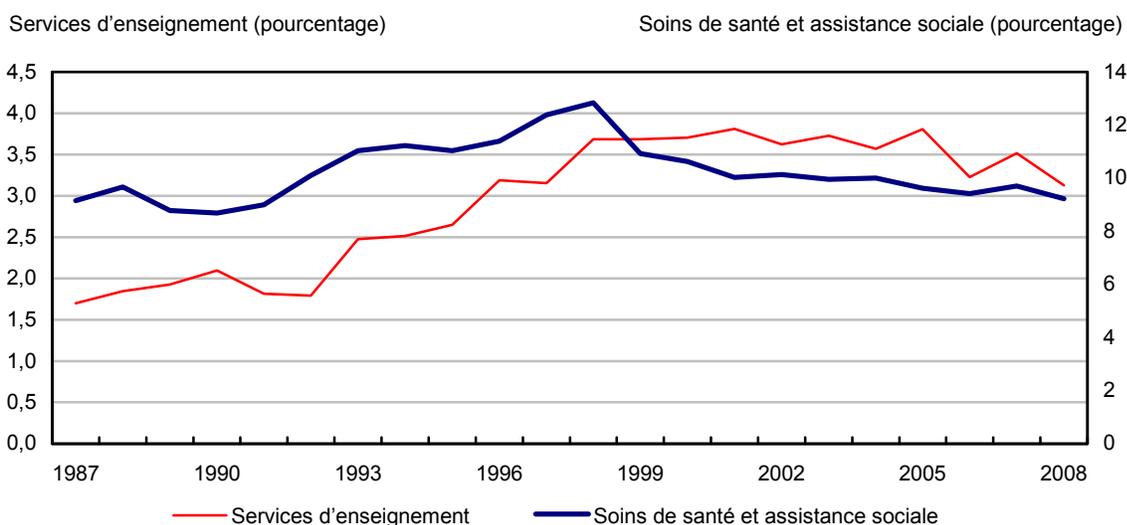
Taux de l'emploi autonome non constitué en société dans toutes les industries et le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, 1987 à 2008



Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0008 et 282-0012.

Graphique F-2

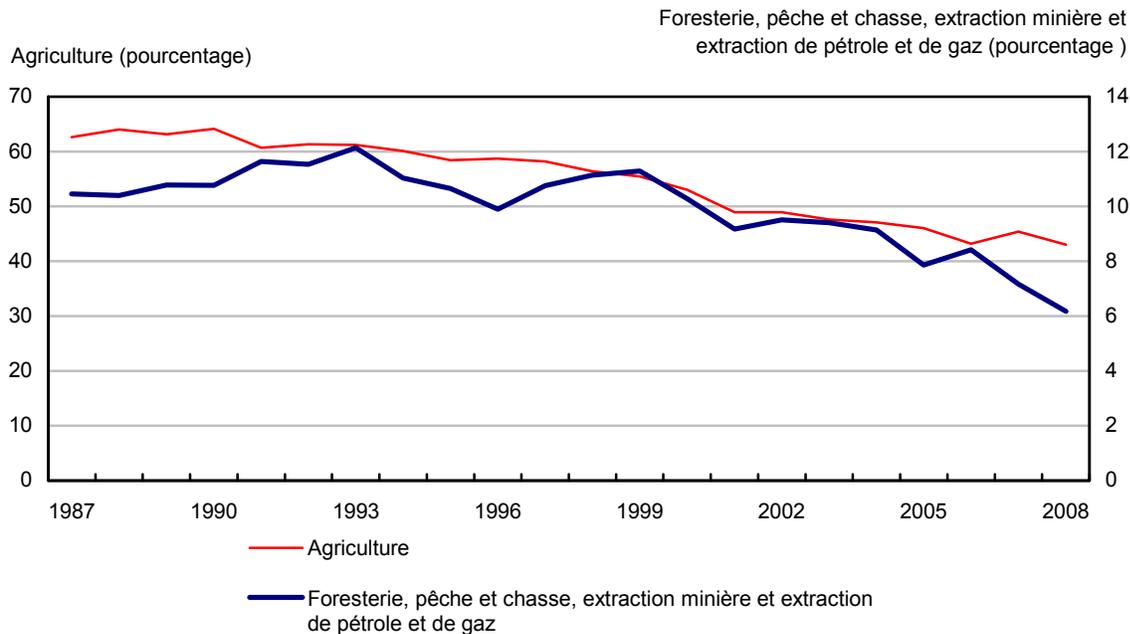
Taux de l'emploi autonome non constitué en société dans les secteurs des services d'enseignement et des soins de santé et d'assistance sociale, 1987 à 2008



Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0008 et 282-0012.

Graphique F-3

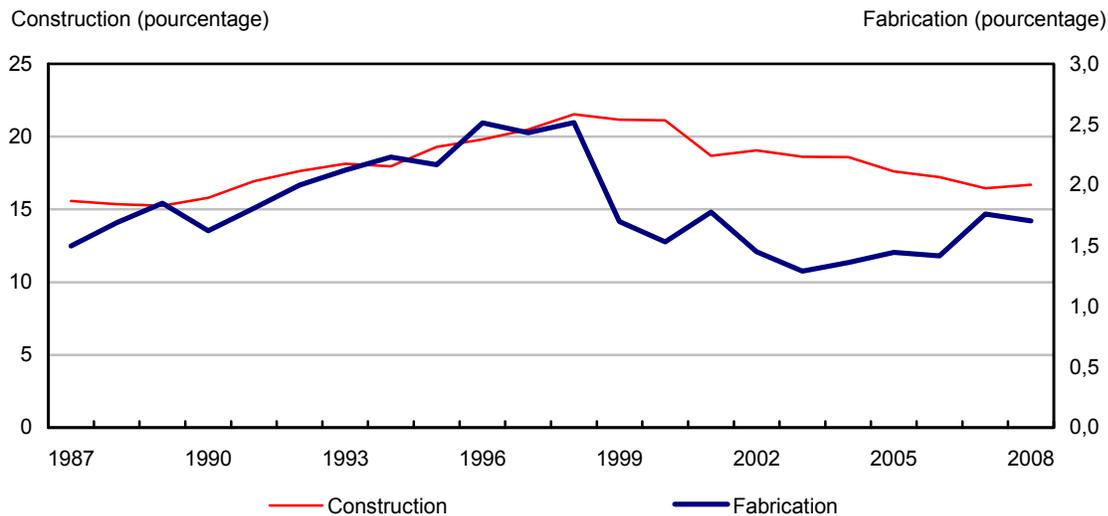
Taux de l'emploi autonome non constitué en société dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie, pêche et chasse, extraction minière et extraction de pétrole et de gaz, 1987 à 2008



Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0008 et 282-0012.

Graphique F-4

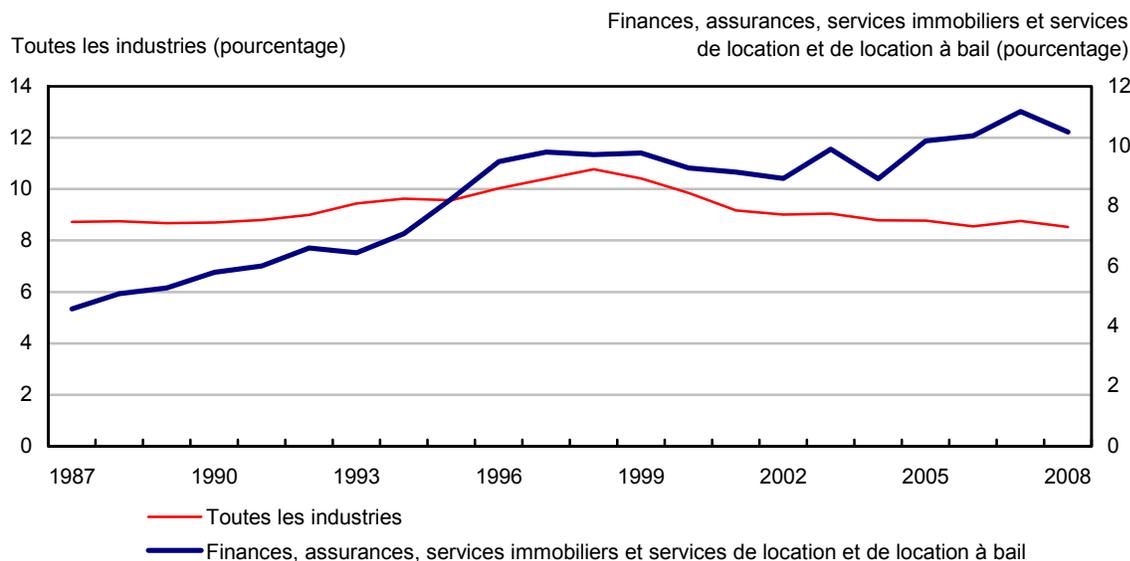
Taux de l'emploi autonome non constitué en société dans les secteurs de la construction et la fabrication, 1987 à 2008



Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0008 et 282-0012.

Graphique F-5

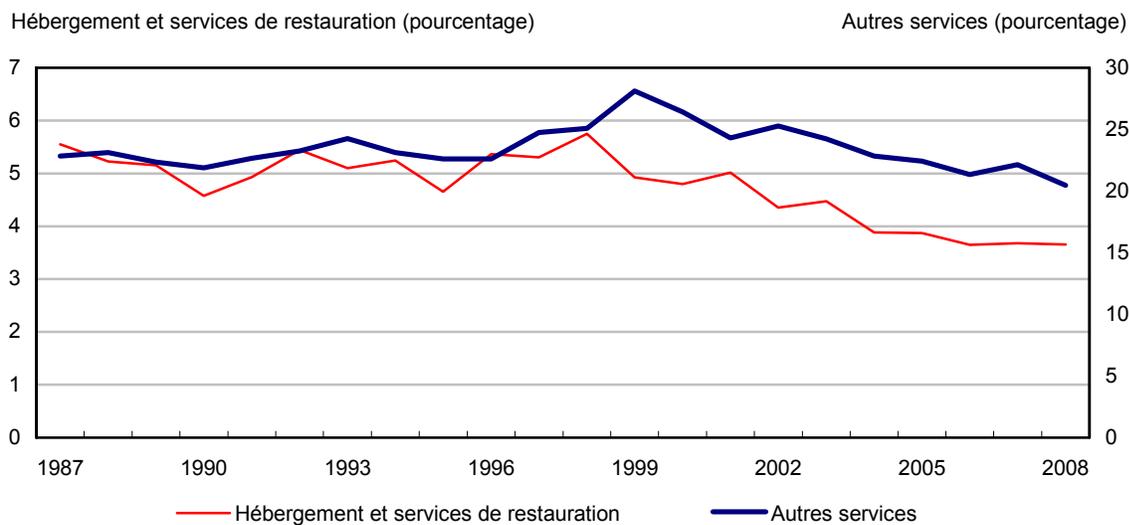
Taux de l'emploi autonome non constitué en société dans toutes les industries et le secteur des finances, assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail, 1987 à 2008



Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0008 et 282-0012.

Graphique F-6

Taux de l'emploi autonome non constitué en société dans les secteurs de l'hébergement et services de restauration et des autres services, 1987 à 2008



Source : Statistique Canada, tableaux CANSIM 282-0008 et 282-0012.

Bibliographie

Aaronson, D., E. Rissman et D. Sullivan. 2004. « Assessing the jobless recovery ». *Economic Perspectives*. Vol. 28. N° 2. p. 2–20.

Baldwin, J.R., et J. Chowhan. 2003. « L'incidence du travail indépendant sur la croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis ». *L'Observateur économique Canadien*. Vol. 16. N° 8. Produit n° 11-010-XPB au catalogue de Statistique Canada. p. 3.1–3.10

Baldwin, J.R., et R. Macdonald. 2009. *Le secteur canadien de la fabrication : adaptation aux défis*. Produit n° 11F0027M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Série de documents de recherche sur l'analyse économique (AE). N° 057.

Bowlby, G. 2002. « Exode des agriculteurs ». *L'emploi et le revenu en perspective*. Vol. 3. N° 2. Produit n° 75-001-XIF au catalogue de Statistique Canada. p. 13–18.

Cross, P. 2005. « Évolution récente du marché du travail ». *L'Observateur économique Canadien*. Vol. 18, no. 3. Produit n° 11-010-XIB au catalogue de Statistique Canada. p. 3.1–3.16.

Estevão, M., et E. Lach. 1999. *The Evolution of the Demand for Temporary Help Supply Employment in the United States*. Cambridge, Mass. National Bureau of Economic Research. NBER Working Paper Series. Working Paper 7427.

Gauthier, J., et R. Roy. 1997. *Tendances divergentes du travail indépendant au Canada*. Ottawa. Développement des ressources humaines Canada. Direction de la recherche appliquée, politique stratégique. Document de travail MP32-29/97-13F.

Hipple, S. 2004. « Self-employment in the United States: An update ». *Monthly Labor Review*. Vol. 127. N° 7. p. 13–23.

Kamhi, N., et D. Leung 2005. *Recent Developments in Self-Employment in Canada*. Ottawa. Banque du Canada. Document de travail 2005-8. Résumé en français.

Lin, Z., J. Yates, et G. Picot. 1999. *L'accroissement de l'emploi autonome en période de chômage élevé : analyse empirique des faits récents survenus au Canada*. Produit n° 11F0019MPF au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Direction des études analytiques : documents de recherche. N° 133.

Macdonald, R. 2007. *Un syndrome chinois plutôt que hollandais*. Produit n° 11-624-MIF au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Aperçus sur l'économie canadienne. N° 017.

Ministère des Finances Canada. 2005. *Questions fiscales et autres liées aux entités intermédiaires cotées en bourse (fiducies de revenu et sociétés de personnes en commandite)*. Ottawa. Ministère des Finances Canada. Document de consultation.

Ministère des Pêches et Océans Canada. 2003. *La contribution du secteur maritime à l'économie canadienne, 1988-2000*. Ottawa.

http://www.dfo-mpo.gc.ca/communic/statistics/oceans/economy/contribution/index_f.htm
(site consulté le 27 août 2009).

Pilat, D., A. Climper, K. Olsen et C. Webb. 2006. *Les mutations du secteur manufacturier dans les pays de l'OCDE : document de travail STI2006/9*. Paris. Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

Rasteletti, A. 2009. Stopgap Self-Employment: Evidence from the PSID. College Park, Md. University of Maryland. Working paper.

Rispoli, L. 2009. *Mesure de la contribution du secteur des entreprises non constituées en société à l'économie canadienne, 1997 à 2002*. Produit n° 11-624-M au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Aperçus sur l'économie canadienne. N° 023.

Sparling, D., P. Laughland, et V. Mitura. 2008. « Les grandes fermes du Canada sont-elles vraiment différentes? » *Regards sur l'Industrie agro-alimentaire et la communauté agricole*. Juillet. Produit n° 21-004-X au catalogue de Statistique Canada. Ottawa. Bulletin.